

B.D.I.C.

SZERSZEŃ

(Le Travailleur)

EDITION FRANÇAISE

SEI

N° 3

NOVEMBRE 77

SOMMAIRE

- EDITORIAL..... 3
- REVUE DE PRESSE..... 6
- SERA-T'IL BALAYE PAR LA VAGUE?.....10
- UN ETRANGE PRINTEMPS POLONAIS.....14
- NOTRE OPINION.....17
- LE COMMUNISME DE GIEREK.....18
- LE PRETENDU "EUROCOMMUNISME" ET
LES TRAVAILLEURS20
- U.R.S.S.: DEBAT SUR LA NOUVELLE CONSTITUTION.....23
- SOLIDARITE.....26
- LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME
DANS LES REPUBLIQUES SOVIETIQUES30
- SI LES OUVRIERS POUVAIENT CRIER.....33

40P 9436

**LA LUTTE POUR LE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIERE NE PEUT
ETRE MENEES QUE PAR LA CLASSE OUVRIERE ELLE-MEME**

EDITORIAL

Chers lecteurs!

Tant d'événements se sont produits et se produisent tant à l'intérieur du pays que sur l'arène internationale, qu'il nous est impossible de tous les relater dans le détail dans les colonnes du Frelon.

Dans cet éditorial du N° 3 du Frelon, nous allons en évoquer quelques uns afin de faire connaître à nos lecteurs l'opinion de la rédaction à ce sujet.

Au VIIIème plénum du P.O.U.P., Gierek a présenté plusieurs thèses reprises dans l'organe central du parti, Trybuna Ludu;

"Nous n'avons en matière de liberté de leçons à recevoir de personne. D'ailleurs nous ne faisons, non plus, de telles leçons à personne.

Que le lecteur ici réfléchisse un instant. Ce traître, cet arriviste parle-t'il au nom du peuple polonais ou au nom de sa clique? Comment un vassal du Kremlin pourrait-il faire la leçon aux autres peuples en matière de liberté, lui qui est en fait le prolongement des serres de l'impérialisme soviétique qui maintient sous son joug la Pologne et les autres nations de l'Europe de l'est.

Voici maintenant un exemple de la démocratie à la Gierek:

"Dans notre système, DEMOCRATIQUE, c'est le parti qui occupe la place-clé, car s'y concentre l'activité politique et sociale.

Ce que Gierek entend par "post-clé", c'est en réalité un absolutisme qui n'a absolument rien à voir avec la démocratie.

Quelle démocratie que celle qui

réprime les ouvriers qui font grève. Quant à la censure et au système d'élections ils violent tous les principes de la morale et n'ont rien de commun avec les principes de la démocratie.

Le P.P.N.-Entente Polonaise pour l'Indépendance-écrit dans un article intitulé "Les adversaires du système" et paru dans l'un des derniers communiqués qui nous soient parvenus de Pologne:

"Le système politique régnant actuellement en Pologne est à définir comme totalitaire! "Les systèmes totalitaires -bien qu'ayant des points communs-diffèrent tous les uns des autres! "Celui qui pèse sur nous repose sur trois principes:

-le parti, et tout particulièrement le groupe au sein de l'appareil central du parti qui est à un moment donné le plus fort, concentre entre ses mains le monopole du pouvoir politique et économique.

-L'état est idéologiquement, politiquement, militairement et économiquement subordonné à l'URSS.

-La justice dépend étroitement du parti, et les tribunaux ne sont pas indépendants!"

"Ces principes sont bien évidemment indissolubles les uns des autres. Ils sont tous trois nécessaires au régime pour se maintenir et fonctionner. Qu'un seul des trois disparaisse et ce serait tout le système qui changerait. Il changerait à tel point qu'il cesserait d'être totalitaire."

La rédaction de Szerszen-Frelon partage entièrement l'opinion du PPN (Entente Polonaise pour l'Indépendance) Cependant elle ajoute que la dispari-

tion d'un seul de ces trois principes, entraînerait la destruction totale de ce système.

Les lecteurs du Frelon ont pu apprendre par la presse officielle du régime la visite du Chah d'Iran et de sa majesté l'impératrice Farah Pahlavi.

Trybuna Ludu dans un article intitulé "Traditions et temps modernes" écrit:

"Sur les fondations historiques de notre collaboration, nous venons de construire tout un édifice au contenu riche et aux formes nouvelles de relations réciproques."

Le 25 août a été décerné au couple impérial le titre de docteur honoris causa de l'université de Varsovie. Des monarques d'un état féodal où les opposants à ces tyrans sont condamnés à mort et à d'affreuses tortures, voilà de bons partenaires avec qui le régime de Gierk pourra fructueusement échanger "ses expériences!"

Mais leur avoir décerné de tels titres, c'est pour l'université de Varsovie une page infamante de plus dans le livre d'histoire qui donnera aux générations futures l'image de la bassesse et de la bêtise des dirigeants de la Pologne Anno Domini 1977.

Mais comme le dit si bien Tadeusz Polanowski dans son poème "le polonais, le cheïk et le russe!"

- Même si Bakou regorge de pétrole
- Polonais ne t'avise pas d'y toucher
- Ton grand-frère te roulera toujours
- Mieux vaut é"cheïk" que mat

Appréciation judicieuse puisqu'aujourd'hui, le pétrole régit le monde.

Gierk, ce communiste-touriste, a refait une visite à Paris. Mais les entretiens avec le président français n'ont pas dû avoir de résultats très positifs en ce qui concerne de

futurs emprunts car le communiqué final était très évasif et lapidaire

Par contre la visite du premier ministre Raymond Barre au Kremlin a été très révélatrice. En quittant le premier ministre français Brejnev lui déclara qu'il serait très heureux de le rencontrer encore dans les mêmes conditions -soit au poste de premier ministre- l'année prochaine.

Or justement l'année prochaine vont avoir lieu en France des élections et le camarade Brejnev redoute que ce "si bon collaborateur" dans le maintien du statu quo, ne soit mis au rebut.

Tandis qu'en Tchécoslovaquie les tribunaux du régime de Husak ont condamné des membres de la Charte 77 à de longues années de prison.

Mais en Roumanie 30 000 mineurs ont fait grève et après avoir séquestré le ministre responsable, ont exigé la venue de Ceausescu dans les mines occupées par eux.

Visiblement le dictateur roumain s'est souvenu du voyage de Gierk aux chantiers navals Warski de Szczecin en janvier 71, puisqu'il est allé voir les mineurs et a promis de satisfaire leurs revendications.

Est-ce qu'il suivra encore les traces de Gierk et ne respectera pas les engagements pris, l'avenir le montrera.

Mais pourtant la solidarité existe, et les 29 et 30 septembre ce sont les mines de Swietochowice et Sosnowiec qui se mettaient à leur tour en grève et exigeaient un meilleur approvisionnement des magasins en articles de consommation.

Le 7 octobre plusieurs milliers de travailleurs de Berlin-est ont manifesté au centre de la ville et exigé le retrait des troupes soviétiques de la RDA.

Le Comité de Défense des Ouvriers -KOR- ayant rempli les tâches qu'il s'était fixé, c'est à dire venir en aide aux ouvriers emprisonnés, à la suite des grèves de juin 76, vient de changer de nom et de prendre celui de Comité d'Autodéfense Sociale-KOR-, qui a un large programme d'actions pour la défense des droits de l'homme que le régime du POUP viole sous toutes ses formes.

Le Comité d'Autodéfense Sociale a déjà publié deux numéros d'un bulletin appelé "Robotnik", (l'Ouvrier) du nom du premier journal ouvrier ayant paru en Pologne.

Ouvriers!

Dans la situation politique et économique actuelle, le régime du POUP est fortement ébranlé dans ses fondements; cependant il reste très fort et ce serait une erreur d'affirmer qu'il va passivement suivre les exigences de l'opposition dans le pays ou bien se libéraliser.

Cette machine repose sur un système de terreur, d'intimidation et de censure.

Ce système a une peur bleue que la classe ouvrière s'unisse. Par contre il a besoin de la division, de la défiance, de la suspicion de citoyens vivant dans la terreur; grâce à quoi il peut faire la loi et exploiter le peuple.

En vous faisant parvenir ce troisième numéro du Frelon, nous vous adressons cet appel afin que vous vous regroupiez dans des commissions ouvrières ou des conseils ouvriers et que vous fassiez l'unité avec les organisations étudiantes, le Comité d'Autodéfense Sociale, KOR, et l'Entente Polonaise pour l'Indépendance-PPN-

VOUS ÊTES LA FORCE DU PEUPLE LA PLUS IMPORTANTE.

CONSTRUIRE LE SOCIALISME EN POLOGNE EST VOTRE TÂCHE.

DETRUIRE LE RÉGIME DU POUP ÉGALEMENT.



Sur cette photo les deux voies de chemin de fer se séparent et partent chacune dans une direction différente. D'après les regards des ouvriers et celui de Gierak, on voit qu'eux non plus ne partent pas pour la même destination.

Faint, illegible text in the upper left quadrant of the page.

Faint, illegible text in the upper right quadrant of the page.



Faint, illegible text at the bottom of the page, possibly a caption or footer.

RIVAREZ

L'organe officiel du POUP -"Slowo ludu"(la parole du peuple) de la région de Kielce-Radom, paru le 27 avril 1977, sous la signature de Jerzy Glebocki traite du problème des traîtres à la patrie dont il fait le portrait

L'article est intitulé:"Mensonge"

Le rédacteur Glebocki présente ainsi les traîtres:

Il y a eu en Pologne des traîtres de toutes sortes. Le nom même glaçait le sang et le coeur. On sait quelles traîtrises et bassesses ont pu se produire à la cour des rois, évêques, magnats, dans les camps militaires et aux sessions des diétines.

Durant la dernière guerre il y a eu aussi des traîtres dans la résistance.

Quand les traîtres étaient ceux qui décidaient, le peuple souffrait, le sang coulait bien que la traîtrise n'ait pas toujours eu le même sens, qu'elle n'ait pas toujours été le fait d'intérêts personnels.

Souvent certains se trompaient, avaient des opinions politiques erronées, jugeaient à tort de ce qui était bon ou mauvais pour la patrie, ou tout simplement n'avaient pas de connaissances suffisantes pour pouvoir choisir la bonne voie!

Cette entrée en matière historique à propos des traîtres et de la traîtrise est destinée à "coller" à deux polonais un curriculum vitae approprié vis à vis des lecteurs polonais. Il s'agit de Leszek Kolakowski et de l'historien Adam Michnik. On dit d'eux

"Ces messieurs savent très bien ce qu'est le communisme, le socialisme et ce qu'est l'impérialisme, le nationalisme et le capital.

ILS CONNAISSENT AUSSI SANS AUCUN DOUTE L'HISTOIRE DE LA POLOGNE, LES PERIODES OÙ ELLE ETAIT FLORISSANTE, ET CELLES OÙ ELLE COMMENÇAIT A DE-

CLINER..

Et le journaliste continue:

"A Londres, Paris, New-York, ils ont l'occasion d'entendre parler des succès de la Pologne!"

Glebocki a raison de dire qu'au seul nom de traître le coeur se serre et le sang se glace. Il ne fait d'ailleurs non plus aucun doute que notre patrie a connu des traîtres à la cour des rois, des évêques, des magnats, aux diétines et même au sein des détachements de partisans, ou de l'armée.

Nous avons appris l'histoire et nous savons parfaitement que certains traîtres ont subi le châtiment qu'ils méritaient: la corde au cou ou une balle dans la tête. Cela ne se discute pas.

Mais il y en a d'autres qui ont eu plus de chance. Ils ont échappé à la justice et ont tranquillement fini leurs jours malgré toutes leurs sales actions.

Pourtant dans notre histoire on ne trouve pas de cas où les traîtres aient été récompensés, couverts d'honneurs et de gloire ou considérés comme des patriotes,

Mais pourtant en Pologne l'histoire de ces dernières années nous montre comment des traîtres peuvent être mis sur un piédestal, être présentés comme des hommes de la providence, des militants pleins de mérite, comment on peut donner à des "médiocrités scientifiques" des titres de professeurs, comment on peut permettre à des nullités comme Glebocki d'écrire des articles dans un journal s'appelant "la parole du peuple".

Les ouvriers de Kielce ou de Radom -le journal est l'organe du POUP de cette région- aimeraient peut-être demander à ce monsieur pourquoi il a gardé le silence sur certains traîtres de plus grande envergure de la période actuelle, et est remonté si loin dans l'histoire.

l'histoire.

Hélas, dans la Pologne opprimée, en parler est très difficile. Mr Glebocki sait que lui aussi, fait partie des traîtres, des renégats qui à l'aide de leur plume empoisonnée gagnent salement leur vie en écrivant ces articles.

Le peuple polonais connaît toute une liste des traîtres très haut placés — ceux qui sont partis "couverts de gloire" et ceux qui vivent tranquillement après avoir accompli leur sale besogne : la trahison de notre peuple.

Le peuple polonais connaît très bien les renégats et nous n'avons pas besoin de les citer ici.

Mr Glebocki a de toute évidence le cerveau complètement bouché, malgré cela, je vais lui poser quelques questions dans ce domaine. Comment juge-t-il des patriotes comme B. Bierut, Jakub Berman, Konstanty Rokossowski, Stanislaw Radkiewicz, Roman Zambrowski, Josef Cyrankiewicz, Gomulka et beaucoup d'autres qui ne sont plus au Pouvoir mais dont la vie "immonde" continue de plus belle étant perpétuée par leur successeurs. Pour Mr Glebocki et ses semblables, des dizaines de bienfaiteurs polonais honnêtes morts et emprisonnés avec le consentement des bourreaux cités plus haut, ou sur leur recommandation est un événement qu'ils ne remarquent pas.

Les responsables du massacre des ouvriers de Poznan en 1956 et des victimes de Littoral en 1970 qui actuellement occupent des postes très importants dans le Parti et dans l'appareil d'Etat — ceux-là ont échappé à la mémoire de Mr Glebocki.

Le "bonimenteur populaire" W. Gomulka qui a anéanti les conquêtes du mois d'octobre 1956 par sa servile soumission envers le Kremlin, c'est un dirigeant de la nation ou un traître ?

Mais demander aux gratte-papiers au service du POUP d'avoir assez de courage pour dire ce qu'ils pensent réellement de l'inventeur des larges voies ferrées, (en effet, Gierek a eu l'idée de construire la première ligne de chemin de fer large, comme en URSS) et des amendements sanctionnant dans la nouvelle constitution la dépendance de la Pologne envers l'URSS.

Gierek, Jaroszewicz, Babiuch et toute une pléiade de traîtres verront arriver l'heure où l'histoire inscrira dans leur curriculum vitae le mot qu'ils ont pleinement mérité — traître.

Et de la même façon l'histoire et l'opinion nationale inscriront en lettres d'or les noms de Jacek Kuron, Michnik, Lipski, Lipinski, Kolakowski, pajdak, Zieja, et beaucoup d'autres. Et une nouvelle édition de l'encyclopédie dira d'eux: qu'ils ont souffert et lutté contre les renégats de l'ancienne organisation de traîtres qui s'appelait "le Parti Ouvrier Unifié Polonais", pour leur peuple.

Il y aura un nouveau Parti ouvrier, et les traîtres tomberont dans le néant et l'oubli, car c'est le seul prix qu'ils méritent.

A Paris, j'ai parlé personnellement avec Michnik, j'ai lu les livres et les articles du professeur Kolakowski et je constate que les deux scientifiques savent très bien ce qu'est le socialisme, le communisme, l'impérialisme et le capital.

Et je peux dire qu'à Paris, à Londres ou à New-York, on a su mieux juger le "socialisme polonais" et ses fondateurs. Cela ne fait aucun doute que tous deux connaissent très bien l'histoire de la Pologne et savent apprécier quand dans notre pays tout va bien ou mal.

C'est d'ailleurs aussi pour cela que le professeur Kolakowski a abandonné, il y a quelques années la toge de professeur. Il avait compris que notre patrie et notre peuple avaient complètement décliné.

Quant à l'historien Michnik, il a séjourné deux fois dans le "pensionnat" de la milice pour avoir dédaigné la compagnie des traîtres, des huiles du Parti, et pour avoir refusé d'être un fossoyeur de l'histoire en échange de morceaux choisis à l'auberge du C.C. du POUP.

Les "kakol", "Szczepanski", les "Widerszpil" et les hordes de "lécheurs" sont restés au bercail, eux. On peut les comparer aux eunuques qui apportent les jeunes corps sur la couche du chéik. Ils n'écrivent que pour obtenir la nourriture qui va gonfler leur panse ; quant aux divers sentiments comme l'envie de se battre, le désir de vaincre ou la honte de la défaite, ce ne sont pour eux qu'abstraction. Ils leur est complètement égal de savoir à qui ils donnent des coups de pied, pourvu qu'ils reçoivent leur dû et que celui qu'ils battent aient les mains et pieds liés.

Je vous rappelle, cher Glebocki, que vous et vos semblables, le 19 décembre 1970, voyez encore en Gomulka le chef suprême du peuple polonais, l'admirable organisateur du Parti, tandis que le jour suivant, lendemain de la révolution de palais, vous le traitiez d'imbécile — ce qu'il mérite entièrement d'ailleurs. Vous le jugiez alors, entièrement responsable de tout ce qui c'était passé durant les 14 années de son gouvernement.

Le métier de journaliste est en général difficile, mais quand il s'agit de l'oligarchie dégénérée du bloc soviétique c'est un véritable cloaque puant. Hier, vous donniez des coups de pied au cul à Gomulka sans défense, demain, il vous sera facile de bourrer de coups de pied Gierek dont l'étoile actuellement brille encore de tout son éclat. Bien sûr, il faut d'abord que change "le caissier", la suite alors n'est plus que de la gnognote. Mais laissons là, le rédacteur en chef, Glebocki, et jetons un coup d'oeil, sur ce qu'écrit l'organe du POUP, Trybuna Ludu du 3.10.77.

Le professeur Stanislaw Widerszpil évoque dans son article "Autour des problèmes du mode de vie", les décisions du 7^e Congrès du POUP. Ce pont de la sociologie polonaise écrit :

"Ce n'est qu'au cours des dernières années qu'on a commencé en Union Soviétique et les autres pays socialistes — ???...! NDLR — des discussions de méthodologie passionnées à propos de l'étendue et de la structure de ce terme, de sa place dans le système de catégorie marxiste. L'actualité de ce problème dans les pays socialistes est conditionnée avant tout par LE STADE DE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE SOCIALISTE, le niveau des forces productives, le renforcement des rapports socialistes de production, la transformation de la structure de classe de la société, bref par une nouvelle étape de développement qu'on définit comme : LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME A L'ETAPE SUPERIEURE".

L'article du professeur Widerszpil est particulièrement long. Il y cite les oeuvres de Marx et Lénine, et on fait un tel cocktail qu'à la fin la tête vous tourne de toutes ces bêtises et slogans qui n'ont pour seul mérite que de remplir les colonnes du journal. Et l'extrait cité plus haut est l'essence même de ces imbécilités. Pour le "camarade" Widerszpil "ON EN EST DEJA AU STADE SUPERIEUR DE LA SOCIETE SOCIALISTE".

Ainsi, maintenant, il serait temps de construire un socialisme "supérieur".

C'est pourtant un drôle de socialisme où l'unique parti des arrivistes gouverne sans partage, où la diète est plus qu'une parodie, où la censure de la presse serre comme un étau et muselle les opinions indépendantes, où les syndicats ne sont là que pour applaudir aux décisions du bureau politique et où un appareil de repression développé jusqu'à l'absurde dépasse en nombre les forces de l'armée.

L'appareil judiciaire et les tribunaux prononcent leurs jugements sur la demande des secrétaires du POUP. Mais le plus important, c'est que le pays

est occupé par l'URSS qui décide de toutes les questions économiques et politiques.

Le manque de viande, du sucre, du charbon ménager, les restrictions de l'énergie électrique, la mauvaise production, les bas salaires de la classe ouvrière c'est la véritable image du stade supérieur du socialisme en Pologne. C'est vrai que la société polonaise veut le socialisme et qu'elle se développe de plus en plus vite dans ce sens.

Le mois de juin 1976, a démontré que la classe ouvrière polonaise sait lutter et gagner en défendant ses droits, mais pour pouvoir arriver à une victoire définitive, il lui faut être plus solidaire et plus combative. Et elle va y arriver.

Et pour finir, je vais vous expliquer ce qui s'est passé dans une école primaire en Pologne. Pendant la leçon d'éducation civique, le professeur demande à Joseph : -- " Dis-moi que nous a apporté le 7è Congrès du POUP ?" Joseph réfléchit. Du fond de la classe on entend souffler très fort : "De la merde".

Le professeur s'adresse à celui qui vient de souffler :

"Tu sais qu'il est interdit de souffler, Joseph aurait réfléchi un peu et aurait trouvé tout seul."

L'auteur de cet article partage entièrement l'avis du jeune élève, mais voudrait ajouter que le 7è Congrès du POUP nous a donné une grande merde, et je parie que le prochain Congrès qui sera le 8è nous mettra encore plus dans la merde.

L'article du Nouvel Observateur du 12.09.77 intitulé : "Si les ouvriers pouvaient crier", nous montre ce qu'en pensent les ouvriers polonais.

A PROPOS DES ECHANGES COMMERCIAUX AU SEIN DU C.O.M.E.C.O.N.

Importation de briques soviétiques:

De nouveaux transports viennent d'apporter dans les entrepôts des entreprises de construction, des briques tout fraîchement importées d'URSS.

Actuellement l'URSS est le principal fournisseur de briques pour la Pologne, du moins en ce qui concerne les chantiers de la région de Varsovie.

Il faut dire que le réseau de briqueteries autrefois construit par le gouvernement polonais, a été entièrement liquidé et les quelques briqueteries privées fermées.

On pourrait en tirer la conclusion que la structure de notre commerce extérieur, à la suite de la modernisation de l'industrie polonaise se transforme à notre avantage:

Nous envoyons en URSS notre électronique; eux, leur terre cuite!
D'ailleurs la qualité même de celle-ci laisse à désirer.

SERA-T-IL BALAYE PAR LA VAGUE ?

Riwarez

"En République Populaire de Pologne, le pouvoir est entre les mains des travailleurs des villes et des campagnes.

Article premier de la loi du 25 janvier 1958.

Cela a fait six ans en janvier dernier, que le premier secrétaire du CC du POUP, E.Gierek a demandé aux ouvriers des chantiers navals de Szczecin et Gdansk s'ils étaient prêts par un travail productif dévoué à l'aider à remettre sur pied l'économie et la politique du pays que la gestion de 14 ans de ce "conteur populaire" qu'était Wladyslaw Gomulka avait amené à la catastrophe complète.

Les travailleurs des chantiers navals Warski de Szczecin, lors des discussions entre le comité de grève et Gierek et Jaroszewicz le 24 janvier 1971 ont répondu : "Nous vous aiderons!". Mais au cours des neuf longues heures de débat ils ont subordonné leur crédit de confiance à la satisfaction de nombreuses revendications; et Gierek avait pris l'engagement de les satisfaire dans le futur.

Quant à Gierek, alors, il parlait ainsi:

"les camarades ici présents ont demandé si, enfin, 14 ans, ce n'était pas, disons une période un peu trop longue, s'il ne serait pas souhaitable de la raccourcir un peu. Je vais vous dire, camarades, que moi-même avant d'accepter de poser ma candidature au poste de premier secrétaire du CC, je suis resté longtemps dans l'indécision. J'avais vous comprenez pas mal de difficultés à me décider. Finalement c'est la vision du malheur suspendu au-dessus de notre patrie, c'est cette vision, vous comprenez, qui m'a forcée à prendre cette décision.

Déjà à ce moment là je me suis fixé comme but, et mes meilleurs amis le savent d'essayer de prendre un bon départ, oui, un bon départ, pour comme on dit disons, en blaguant, que le roi ne soit pas nommé à vie, pour éviter que, vous comprenez, le premier secrétaire ne change que lorsque celui en place meurt ou est balayé par la vague.

Nous voulons vous dire que nous allons tout faire pour convoquer cette année un congrès extraordinaire de notre parti, pour élire de nouveaux responsables au CC. Je voudrais, vous comprenez, rester à mon poste jusqu'au congrès. Si le congrès décide de m'y maintenir, je resterai à la direction du CC pour un certain temps.

En tous cas, camarades, pour des raisons de santé (je suis un homme malade), et d'autres raisons encore, je ferai en sorte que cette période, disons, ne soit sûrement pas trop longue. D'ailleurs attendons, nous verrons bien. En tous cas, soyez certains, que si quelqu'un cherche à impulser un tel départ, c'est bien moi!"

Dans la suite de son discours il parlait de baisser progressivement les prix et d'augmenter les salaires des ouvriers et des travailleurs intellectuels, d'augmenter la construction de logements afin de rattrapper les retards qui ont eu des conséquences fâcheuses: le manque de confiance, la défiance envers le parti.

Et quand à la fin de son discours il a déclaré aux 300 membres du comité de grève et aux plusieurs milliers de travailleurs rassemblés autour des haut-parleurs:

"je voudrais franchement vous demander une chose: Maintenant, n'attendez plus, l'ambiance est différente, Ecoutez-moi, nous avons tous été pétris dans la même argile; si vousin, considérez que, dans le futur, quelque chose ne va pas, que quelque chose

menace votre entreprise ou, disons, menace les intérêts du pays, venez me voir. Venez me voir, moi, ou le camarade Jaroszewicz. Ecoutez-moi, je vous assure que je vous recevrai. Si je ne peux vous recevoir le lendemain ou le surlendemain, je vous dirai: Revenez dans une semaine et alors nous discuterons, et nous nous expliquerons sur tout. Ne prenez jamais plus la décision que vous avez prise cette fois-ci; parce que finalement elle nuit à notre pays.

Venez me voir et je vous assure que nous essaierons toujours de nous entendre. Parce que finalement, bon, il n'y a rien qui puisse vraiment nous diviser. En tous cas en ce qui me concerne moi. Je vous assure de ma bonne volonté de discuter de toutes les questions liées, disons, à tels ou tels problèmes qui auront pu surgir et qui camarades vous blesseraient.

Alors les ouvriers des chantiers navals ont répondu:

"Nous vous aiderons".

Ainsi Urbanski, membre du comité de grève de la section du contrôle technique a déclaré:

"Je voulais aussi dire à tous les ouvriers des chantiers navals que dans la situation actuelle, si difficile, nous devons camarades, reprendre le travail. Nous devons donner une chance à ce gouvernement, un an ou deux, Je ne parle pas en votre nom à tous, je donne seulement mon opinion. Nous devons leur donner une chance. Et si dans un an ou deux il n'y a pas eu une certaine amélioration, alors on dira: "Camarades, on nous a encore une fois trompés".

Mais il a pourtant ajouté sa propre opinion très optimiste "mais je n'y crois pas". Urbanski, et pas seulement lui, s'est trompé. L'amertume de la désillusion a été partagée par des millions de polonais.

Comme ces paroles enregistrées alors sur magnétophone prennent aujourd'hui toute leur résonance de fausseté, d'hypocrisie quand on les écoute avec en mains les coupures de la presse anglaise, française, allemande

et polonaise relatant les événements en Pologne.

Les documents (du KOR par exemple) ainsi que les protestations individuelles de personnes victimes de poursuites à la suite des événements de juin 1976, - documents rassemblés dans une brochure éditée à Paris - démontrent le caractère hypocrite et trompeur des promesses de dialogue faites par E. Gierek et le Parti à la classe ouvrière, et au peuple.

"Les promenades de santé - qui consistent à faire passer le détenu entre deux rangées de miliciens qui le rouent de coups - et qu'ont subi les ouvriers d'URSUS et RADOM, les lourdes peines de prison, voilà en effet une nouvelle façon de mener le "dialogue" avec la société.

L'appareil de répression - MSW (ministère de l'intérieur) - MO (milice) - ORM (para-milice formée de volontaires) qui s'est gonflé jusqu'aux limites de l'absurde sous le gouvernement de Gierek veille à ce que le dialogue entre le Parti et la société se passe dans des conditions de "sécurité" maximale pour les bureaucrates, et dans des endroits où les fenêtres sont ornées de barreaux afin que toute personne de l'extérieur indésirable ne puisse venir troubler le dialogue. Afin que les intéressés n'attendent pas trop longtemps pour discuter avec les responsables du pouvoir populaire, ont été créées des unités spéciales de la Milice Civile, unités de Terre, Aériennes blindées, et maritimes (celles-ci tout particulièrement à l'intention des habitants des Rives de la Baltique). Et les gars surentraînés de Goleznow sont tous comme des pompiers prêts à intervenir quand se fait sentir le besoin de dialoguer avec la majorité des ouvriers comme en 70-71 sur la Baltique, et à Ursus et Radom en 1976.

L'état "populaire" fournit bien sûr un matériel ultra-perfectionné à ces formations et ceci peut-être aux dépens de la production industrielle pour l'agriculture.

Dans "Questions et Matériel" N°6/1003 du 23/03/77 édité par le CC du POUP à usage interne, est abordé le problème de l'agriculture.

Page 17 on lit que la chimie produisant des engrais pour l'agriculture, a rempli à peine à 53 % le plan. Dans cette branche industrielle on estime la pénurie en dérivés de l'azote à 100 000 tonnes, et en dérivés de la chaux à plus de 200 000.

L'auteur de l'article qui signe E.J. ne daigne même pas commenter et dire ce qu'il faudrait faire pour améliorer la situation.

On peut penser qu'un tel déficit est dû soit à des grèves des ouvriers de cette branche, soit encore à la reconversion des usines pour leur faire produire des gaz lacrymogènes si nécessaires au parti pour dialoguer avec le peuple.

Le parti a su tirer les leçons des négligences survenues dans le passé dans ce domaine.

En Décembre 70, faute de stocks suffisants, il a été impossible de "faire rire aux larmes" les ouvriers de la Baltique, et seule "l'aide fraternelle" des "camarades" allemands de l'est qui ont alors fourni "aux camarades" polonais le matériel manquant, a permis à ceux-ci d'entourer d'un "joli nuage blanc" les différentes villes où se déroulait le dialogue: Gdansk, Gdynia, Szczecin...

Par rapport au "camarade" Gomulka, le "camarade" Gierek se révèle meilleur gestionnaire en la matière. Et veillent à ce que cette branche de l'industrie se développe harmonieusement, ... 18 généraux et, pour parler savamment, moult colonels.

Même les gouvernements d'avant-guerre de Pilsudski et Beck avaient de grandes difficultés à dialoguer de telle façon avec la population, car ils ne possédaient qu'un seul spécialiste, le fameux Kordian Zam. rski.

Ajoutons que la population était à peu près aussi nombreuse en 1939 qu'aujourd'hui.

Pourtant comme tout le monde, l'auteur de cet article a appris à l'école que cette République bourgeoise

était un état policier.

Du train où vont les choses, on peut se poser la question de savoir si par hasard la dénomination actuelle de notre pays est correcte et s'il ne conviendrait pas de lui ajouter un adjectif pour l'appeler: "République populo-policrière de Pologne"?

Mais pour revenir au coeur du problème je me "permettrais" de mettre en doute la véracité des paroles de Gierek sur son état de santé en janvier 71. Ou alors s'il n'a pas menti, c'est que décidément "la maison blanche" de Varsovie a d'extraordinaires vertus curatives, parce qu'actuellement le "camarade premier secrétaire" possède une énergie formidable. Dommage que celle-ci serve à opprimer encore plus notre peuple, comme l'a démontré le changement constitutionnel de Décembre 1975, enchaînant encore plus notre peuple au char de l'URSS et attribuant au parti le rôle de "force directrice" du pays, ce qui dans la réalité est d'une absurdité totale.

Mais l'énergie de Gierek est encore plus évidente dans le domaine économique

Edward Gierek a été surnommé par les polonais le "communiste-touriste" à cause de ses fréquents déplacements dans les pays capitalistes. Ces voyages ont un but fondamental: TROUVER DE L'ARGENT!

Evidemment du côté du bloc soviétique, il n'y a pas grand chose à tirer, car ce sont des parents pauvres. Par contre les capitalistes des pays de l'ouest sont de vraies "vaches à lait"

Ainsi jusqu'à présent notre grand "INTENDANT" a emprunté pour 11 milliards de dollars à l'ouest.

A ce propos, rappelons ici les paroles du premier ministre, Jaroszewicz, devant les travailleurs des chantiers navals "Warski" à Szczecin le 24 janvier 1971.

"En 1956, lorsque Gomulka vint au pouvoir nous avons emprunté entre 1957 et 1960 inclus environ 600 millions de dollars américains pour acheter des produits alimentaires, du blé, des grais

ses, du suif pour la production du savon et d'autres articles dont du tabac, du coton... Le remboursement de ces dettes tombait justement à partir de 1970, le maximum lui, tombant en 71/72 pour diminuer en 74. Ces 600 millions de dollars ont servi à acheter des produits alimentaires, et aujourd'hui il nous faut payer (-frappant du poing sur la table) et nous ne pouvons pas dire que nous ne paierons pas! Nous avons d'importantes relations avec l'étranger et si nous suspendons nos paiements, ils nous dicteront de telles conditions que nous devrons tout acheter deux fois plus cher! Car nous avons de nombreux liens à l'étranger et ainsi nous bénéficions de nombreux prêts à court et moyen terme. Nous maintenons le bon renom de la Pologne, un pays qui tient ses engagements!

Nous ne pouvons pas aller faire des courbettes aux capitalistes pour qu'ils repoussent les échéances de nos paiements; d'ailleurs vous vous opposeriez à ce que votre gouvernement aille faire des courbettes au gouvernement américain pour que celui-ci prolonge nos crédits. Il est impossible qu'il nous mette à genoux, car de toutes façons ils nous le revaudraient dans le domaine économique!

Jaroszewicz s'est trompé lorsqu'il a dit "qu'il était impossible de permettre qu'ils nous mettent à genoux."

11 milliards de dettes envers les capitalistes, le paiement des traites et intérêts, c'est dans le système économique actuel, sans conteste une preuve de faiblesse.

Mais pourtant Jaroszewicz ne s'était pas trompé lorsqu'il avait ajouté qu'"ils nous le revaudraient de toutes façons dans le domaine économique". Oh, ça oui, ils nous le revaudront!

A la fin de cet article je poserai la question fondamentale suivante.

Si effectivement le roi ne doit pas l'être à vie, et si la prédiction se réalise, -comme c'est d'ailleurs souvent le cas dans ce système-, et que le premier secrétaire se trouve balayé par la vague; comment le nouveau premier ministre -s'il y était contraint comme le fut Jaroszewicz-, s'expliquerait-il devant les ouvriers d'une grande entreprise dans une discussion de neuf heures comme cela s'est produit en 71 à Szczecin?

Que le lecteur polonais réponde à cette question:

Sera-t'il balayé par la vague?

Parce qu'en tous cas une chose est sûre, le siège du premier secrétaire est si fragile, qu'il est impossible qu'il remplisse cette fonction à vie!

DERNIERE MINUTE

Dans le quotidien "Polityla" du 29 octobre a paru un article de Rakowski, le rédacteur en chef du journal, dont le titre est significatif: "Effet ou efficacité?"

Dans cet article il dévoile l'état réel de l'économie polonaise si mal dissimulé par les rapports officiels de l'appareil du parti et du gouvernement.

C'est presque une mise en accusation des tenants du pouvoir.

On sait que Rakowski, d'ailleurs, membre du Comité Central du P.O.U.P.

appartient à la fraction de Gierek,

Ainsi son article avait pour but de critiquer le dirigeant de l'autre fraction, le premier ministre Jaroszewicz et ses partisans.

L'autre journal du parti, le quotidien Zycie Warszawy (La vie de Varsovie) a aussitôt contre-attaqué en accusant Rakowski de tendances anarchisantes. La lutte ouverte entre les deux fractions les plus fortes au sein du POUP nous montre que s'approche la vague, QUI..... (ainsi se maintiendrait la tradition)

UN ETRANGE PRINTEMPS POLONAIS

Par KRZYSZTOF POBIAN

Le leader communiste polonais Edward Gierek, qui effectue depuis hier une visite officielle en France, a renforcé depuis quelques mois sa position à l'intérieur du Parti. Mais tout va-t-il vraiment si bien pour lui ? La Pologne est un pays en plein chambardement. Il existe aujourd'hui non plus une contestation mais bel et bien une opposition politique.

L'AMNISTIE proclamée à l'occasion de la fête nationale, le 22 juillet dernier, a clos en Pologne une année politique singulièrement mouvementée. En libérant les cinq derniers grévistes, qui restaient en prison depuis plus d'un an, et les neuf membres du Comité de défense des ouvriers (KOR), qui s'y trouvaient depuis la mi-mai, les autorités ont satisfait aux exigences les plus immédiates de l'opinion. Tous les problèmes de fond restent posés, il est vrai. Mais le climat semble s'être sensiblement détendu.

L'amnistie, c'est d'abord une victoire personnelle d'Edward Gierek. Il y a trois mois, après la mort plus que suspecte d'un étudiant de l'université de Cracovie, l'arrestation des neuf membres et sympathisants du KOR, et une campagne de presse qui ravivait les pires souvenirs, on pouvait se demander s'il gouvernait encore la Pologne. Aujourd'hui, on connaît la réponse. Mais on voit aussi mieux que jamais que, pour se faire obéir, le premier secrétaire a dû briser les résistances d'une partie de son propre appareil et qu'il n'y est parvenu qu'au terme d'une longue lutte. Les milieux officiels

polonais insistent sur le fait que l'amnistie a été décidée à l'initiative d'Edward Gierek. Ce faisant, veulent-ils seulement mettre en évidence ses mérites et redorer ainsi son blason passablement terni ou laissent-ils de plus à entendre que ce sujet ne fournit pas l'unanimité ni de l'appareil du Parti ni de la direction elle-même ?

Toute la politique de la direction du POUP (Parti ouvrier unifié polonais) témoigne d'ailleurs de l'existence d'un profond conflit interne. Vieux de plusieurs années déjà, celui-ci s'est fortement aggravé ces derniers temps. Pour en comprendre les raisons, il faut revenir un an en arrière.

Le 24 juin 1976, le président du Conseil déposait à la Diète (Parlement) un projet de hausse des prix, monument de maladresse et d'iniquité. Les projets gouvernementaux ayant en Pologne la vertu magique de provoquer l'adhésion unanime des députés, la population a su tout de suite à quoi s'en tenir. Le lendemain matin le pays était au bord de la grève générale. Dans trois villes, Radom, Ursus et Plock, les ouvriers descendaient dans la rue. Il y eut des dizaines de blessés et deux tués, selon les chiffres officiels. Un comité du Parti était saccagé. Au soir de cette journée mémorable, le projet était retiré. En bonne logique, les choses auraient dû en rester là. C'est alors qu'était déclenchée une répression anti-ouvrière dont on n'a jamais dévoilé la véritable ampleur. Selon une brochure du comité central du POUP, réservée aux cadres du Parti, dans les trois villes où l'explosion avait été la plus violente, 861 personnes étaient appréhen-

dées par la police, dont 703 furent condamnées à des peines allant d'une forte amende, assortie de quelques mois de prison avec sursis, à plusieurs années de prison ferme. Cela signifie, mais la brochure n'en souffle mot, que, dans ces trois villes, un habitant sur trois cents, enfants et vieillards compris, fut condamné. Et la brochure se tait pudiquement sur les tortures auxquelles la police a soumis ceux qui lui tombaient entre les mains, ainsi que sur les licenciements en masse qui ont touché les grévistes dans tous les centres industriels et dont les victimes se comptaient par milliers. L'interdiction ayant été faite aux entreprises d'embaucher les ouvriers licenciés, ceux-ci, privés de tout moyen de subsistance et de sécurité sociale, se sont trouvés plongés dans la misère pour une période durant parfois plusieurs mois. Les syndicats officiels n'ont rien fait pour les défendre ou les aider.

Cette vague de répression, comme la Pologne n'en avait pas connu depuis la période stalinienne, a soulevé une indignation générale. En septembre 1976, un groupe d'intellectuels a créé, le KOR, qui a réussi à mobiliser l'opinion polonaise et internationale et à suppléer aux besoins les plus pressants des familles ouvrières en détresse, en leur fournissant une aide judiciaire et médicale et en distribuant l'argent. Jusqu'à la mi-juillet de cette année, les familles les plus nécessiteuses ont ainsi reçu environ 3 millions de zlotys, provenant de collectes clandestines. Mais si les collectes devaient se faire de manière à éviter la confiscation par la police de l'argent destiné aux ouvriers, le KOR, lui, ne se cachait pas. Et son influence allait grandissante.

Le KOR n'était pas le seul à défendre les ouvriers. L'Eglise polonaise avait fermement condamné la répression, en Pologne c'est une puissance avec laquelle le pouvoir doit composer. Il y avait aussi l'opinion internationale. Il n'en reste pas moins que l'existence du KOR est un élément

essentiellement nouveau de la situation politique en Pologne : il ouvre une brèche dans le système en vigueur depuis trente ans et qui refuse aux citoyens le droit de faire quoi que ce soit sans la permission du Parti. Certes, le KOR n'aurait pas été possible sans un mouvement des ouvriers qui ont acculé le gouvernement à une défaite, pour la deuxième fois en six ans. Mais les activités du KOR ont eu, à leur tour, une influence sur le comportement des ouvriers qui, désormais, ne se sentent plus seuls. Le 4 novembre 1976, 889 ouvriers d'Ursus ont envoyé une lettre aux autorités suprêmes du pays, demandant le réembauchage de leurs camarades licenciés en juin. Cela ne s'était jamais vu, en Pologne après la guerre.

UNE VICTOIRE DES PARTISANS DE LA MANIERE FORTE.

L'appareil du Parti était depuis longtemps incapable de se mettre d'accord sur les moyens de sortir le pays d'une crise économique de plus en plus grave et sur la politique à suivre à l'égard des intellectuels contestataires. Le déploiement de la répression anti-ouvrière en est une autre. A l'automne, les modérés, avec M. Gierak à leur tête, ont commencé peu à peu à regagner les positions perdues.

Le climat semblait plutôt à la détente. C'est alors qu'ont éclaté les événements de mai, qui ont toutes les apparences d'une provocation policière. Edward Gierak a eu besoin de deux mois et d'une amnistie pour reconquérir le terrain perdu. Pour combien de temps ?

La Pologne d'aujourd'hui est très différente de celle d'avant juin 1976. Elle l'est d'abord, parce que les ouvriers ne sont pas prêts à oublier la leçon qu'ils ont reçue. Après la révolte de décembre 1970, on pouvait encore espérer que le changement de l'équipe dirigeante allait ouvrir de nouvelles perspectives. Après juin 1976, c'est la même équipe qui est restée au pouvoir et les vieilles illusions semblent ne plus avoir cours. Au contraire : la politisation des milieux ouvriers progresse. On commence à parler dans les

usines de la nécessité d'incorporer aux lois polonaises le droit à la grève. Demain ou après-demain, on redécouvrira un équivalent de "commissions obreras" ou une forme d'organisation analogue. Le problème de la représentation et de la défense des intérêts des ouvriers se trouve placé à l'ordre du jour.

D'autre part, et c'est le phénomène le plus important : il existe aujourd'hui, en Pologne, non plus une contestation mais une opposition politique divisée en plusieurs courants et qui est en train de sortir du ghetto intellectuel et universitaire. Certes, ses moyens sont dérisoires quand on les compare à ceux de l'Etat qui a le monopole de tous les médias. Mais les revues et les journaux ronéotypés, circulent dans le pays, le dévouement et l'enthousiasme compensant en partie la pauvreté des moyens matériels. C'est de cette manière qu'on publie une grosse revue littéraire, ZAPIS (trois numéros parus), et au moins trois revues de caractère politique qui en sont, l'une à son cinquième, l'autre à son huitième, et la troisième à son onzième numéro. Dans la plupart des cas, ces périodiques sont signés. Ils donnent les adresses où l'on peut obtenir des renseignements au sujet des droits de l'homme. Des centaines de personnes, dans plusieurs villes, sont engagées dans ce genre d'activités. Or, cette opposition jouit d'une sorte de reconnaissance tacite qui montre que le pouvoir ne se sent pas assez fort pour l'attaquer de front. Il est significatif à cet égard que, parmi les accusations multiples présentées aux membres du KOR emprisonnés en mai, l'une brillait par son absence : celle de faire partie d'une organisation clandestine. Et pour cause : le KOR n'en est pas une, les noms et les adresses de ses membres étant publiés dans chacun de ses communiqués. Le pouvoir se trouve pris au piège de ses propres lois et doit chercher à les contourner, sans les mettre ouvertement en question. Certes, il a beaucoup de flèches à son arc et qui peuvent blesser

grièvement : être par exemple privé de son emploi, sans qu'on ait la possibilité d'en trouver un autre. Mais, entre les chicanes, et l'utilisation de la terreur il y a une distance que le pouvoir hésite à franchir.

La situation économique de la Pologne frise le désastre. Les magasins sont vides. On manque non seulement de viande mais parfois aussi de farine, voir de sel. Les prix montent à travers des dizaines de hausses camouflées en améliorations de la qualité, qui se réduisent le plus souvent à un simple changement d'étiquette. Et les récoltes de cette année seront beaucoup plus mauvaises que prévu à cause des pluies et des inondations. L'appareil reste toujours divisé sur la voie à suivre, et le nombre de problèmes auxquels il doit faire face grandit de mois en mois. C'est non seulement une réorganisation de l'économie qui s'impose, c'est d'abord, et surtout, un déblocage politique qui en est la condition nécessaire. Or la tendance qui considère la matraque et la prison comme les uniques remèdes aux maux de la Pologne n'a pas perdu de son influence. L'amnistie du 22 juillet était pour ses adhérents une défaite ; ils attendent maintenant l'occasion de prendre leur revanche. Et d'ailleurs, même s'ils étaient éloignés des postes de commande une mesure au demeurant nécessaire l'URSS serait toujours là pour veiller à ce que la Pologne ne s'écarte pas trop de l'orthodoxie brejnévienne. Une marge de manoeuvre existe pourtant : les dirigeants soviétiques se rendent probablement compte qu'il faut éviter la détérioration de la situation polonaise jusqu'au point où elle deviendrait explosive. Mais cette marge de manoeuvre est très étroite ; et M. Gierak devra naviguer avec une prudence infinie pour éviter tous les écueils qui le guettent.

K.P.

* Krzysztof Pomian, quarante-trois ans, historien et philosophe polonais, actuellement chargé de recherches au C.M.R.S.

NOTRE OPINION

-La rédaction du Frelon en publiant l'article de Krzysztof Pomian paru dans les colonnes du Matin du 13 septembre 1977 a pour but de montrer aux lecteurs polonais que les problèmes de la Pologne sont de plus en plus souvent évoqués dans les colonnes des journaux des pays capitalistes.

Le simple fait que la société occidentale s'intéresse de plus en plus aux difficiles problèmes politico-économiques polonais est une source de satisfaction méritée pour l'opposition dans le pays. En effet c'est cette opposition qui a démasqué le vrai visage des cliques oligarchiques du régime du POUP, cliques qui ont durant 32 ans de gestion despotique, amené le pays au bord de la banqueroute politique et économique.

La rédaction du Frelon n'a pas l'intention de polémiquer avec le professeur Pomian mais se permet d'évoquer son point de vue à propos de certaines questions qu'il évoque dans son article.

Pomian pose la question au tout début de son article de savoir si Gierek gouverne encore la Pologne. Et comme par peur que le plus grand débiteur "du capitalisme pourrissant" ne soit privé du sceptre du pouvoir, Pomian s'appitoie presque sur le fait que le technocrate silésien ait été obligé de lutter avec ses confrères du bureau politique du POUP, de jouer au seigneur bienfaiteur et généreux en amnistiant les 5 ouvriers condamnés pour leur révolte de juin et de céder aux neuf membres du KOR.

Notre position dans cette affaire est la suivante : le peuple polonais est parfaitement conscient que la lutte des fractions au sein du POUP n'a pas pour but de détruire le système délirant de la dictature des valets néostaliniens du POUP. Aucune des fractions n'a de tels buts à son programme. Par contre, chacune de toutes ces fractions n'a qu'un seul et même but : prendre le pouvoir et gouverner.

Pomian a divisé les protagonistes au sommet du pouvoir en partisans durs et mous. Et, ô étonnement, le camp Gierek

s'est retrouvé du côté des colombes, et l'auteur de cet article semblait s'inquiéter de ce que les plumes de Gierek aient pris une teinte plus sombre. Quant à nous, nous ne mettons pas Gierek au nombre des colombes car dans cette volière, il ne se trouve pas un seul ciseau pacifique et délicat.

Dans la volière du parti, on trouve par contre toute la collection de la race des rapaces. Et l'auteur d' "Un étonnant automne polonais" n'y trouvera même pas de ces rapaces nobles que sont les aigles. Par contre, il y verra toutes les variétés possibles de vautours qui depuis 32 ans dévorent à coups de bec la chair du peuple polonais cloué comme dans ma mythologie, Prométhée à son rocher, par les accords de Yalta et les baïonnettes soviétiques.

Bierut, Gomulka ou Gierek, ce sont des vautours de grande envergure, mais Moczar, Kepa, Szlachcic et la multitude des charognards, c'est justement ça les sommets du pouvoir dans le camp du POUP.

Gierek et Babiuch n'iront pas se battre à coups de bec avec Moczar et Szlachcic pour le sacrifice que le peuple polonais a fait durant toutes ces années depuis la fin de la seconde guerre mondiale. S'ils se battent, c'est uniquement pour avoir une plus grosse part de pâture.

Ces quelques remarques, mises à part, l'article de Krzysztof Pomian contient des nouvelles très intéressantes et mérite d'être lu par la classe ouvrière polonaise à l'origine de tous les changements améliorant l'existence du peuple.

La rédaction du Frelon est convaincue que tous les changements qui interviendront dans le futur en Pologne —apportant à ce pays la liberté et la souveraineté, et à son peuple de véritables droits démocratiques —seront l'oeuvre de la classe ouvrière.

Et les vautours ?

Faute de place dans le bulletin, nous en parlerons dans le prochain numéro du Frelon.

La Rédaction.

LE "COMMUNISME" DE GIEREK

Waclaw Mewa

Dans la première quinzaine de septembre, Edward Gierek s'est rendu à Paris pour une visite officielle de quelques jours. Dans toute la presse française, la radio et la télévision, articles et émissions ont fait l'éloge de ce "prestigieux" visiteur.

Edward Gierek a rendu visite à Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République Française, à Jacques Chirac, maire de Paris, mais le premier secrétaire du POUP n'a pas rencontré son homologue, le secrétaire général du P.C.F. (parti communiste français), Georges Marchais. Pourtant, le P.C.F., tout comme le POUP expliquent qu'ils sont des partis frères, se définissant de la même doctrine, tous deux citant le P.C.U.S., leur "grand frère" en exemple. Les dirigeants du P.C.F. ne se sont pas vexés du fait qu'ils n'ont pas rencontré Edward Gierek.

Pourquoi ? Au moment où en France, les masses travailleuses subissant de plus en plus durement la crise économique, l'inflation, la hausse des prix, le chômage (plus de 1.500.000 chômeurs) veulent en finir avec le régime haï de Giscard, et en Pologne, la situation devient tout simplement catastrophique pour les travailleurs, Gierek est venu en France chercher "la compréhension et le soutien témoignés par le Président de la République, M. Giscard d'Estaing" (interview de Gierek au "Monde") en échange d'un soutien politique au régime de Giscard. Les dirigeants du P.C.F., pour leur part, sur ordre de Moscou, engageaient une campagne forcenée de division, contre leur principal partenaire de "l'union de la gauche" le parti socialiste, afin de tenter de démontrer que l'unité des travailleurs est impossible et de tenter par là même d'éviter qu'il y ait une majorité du P.C.F. et du

P.S. aux prochaines élections législatives de mars 1978. Tel est le sens de la coopération contre révolutionnaire entre les pays capitalistes de l'ouest et les pays à système bureaucratique de l'est de l'Europe.

Mais l'oligarchie bureaucratique qui est au pouvoir dans les pays de l'est de l'Europe est inquiète. C'est ce que Gierek, après Brejnev, avant l'été, est venu répéter à Paris.

Dans une interview au "Monde", le premier secrétaire a déclaré :

"Ce n'est pas une question de sentiment. Je ne pense pas que la crise aiguë qui malheureusement persiste, réjouisse qui que ce soit. (...) Il importe aux communistes de se soucier de la situation sociale, économique, et politique des travailleurs, et non comme on essaie de l'insinuer parfois de spéculer sur les crises."

En somme, pour le "communiste" Gierek, l'état de la situation des travailleurs des pays capitalistes est subordonné à la bonne santé de ceux qui les exploitent !

Quant aux travailleurs polonais, le "communiste" Gierek "se soucie" de leur situation sociale et économique. Y-a-t-il des difficultés ? Oui, mais "ce sont des difficultés et des tensions résultant du rythme rapide de croissance et non de la récession ou de la stagnation de la production" rassure Gierek.

Les travailleurs, qui ne se font plus de "souci" n'ont plus qu'à "se réjouir" des résultats du "rythme rapide de croissance" ; il n'y a pas de viande, de graisse, de cartes de sucre avec limitation à 1 kg par personne et par mois, carte de rationnement du

charbon, pénurie de tout, absolument tout, de la bobine de ficelle à la lampe électrique,...etc

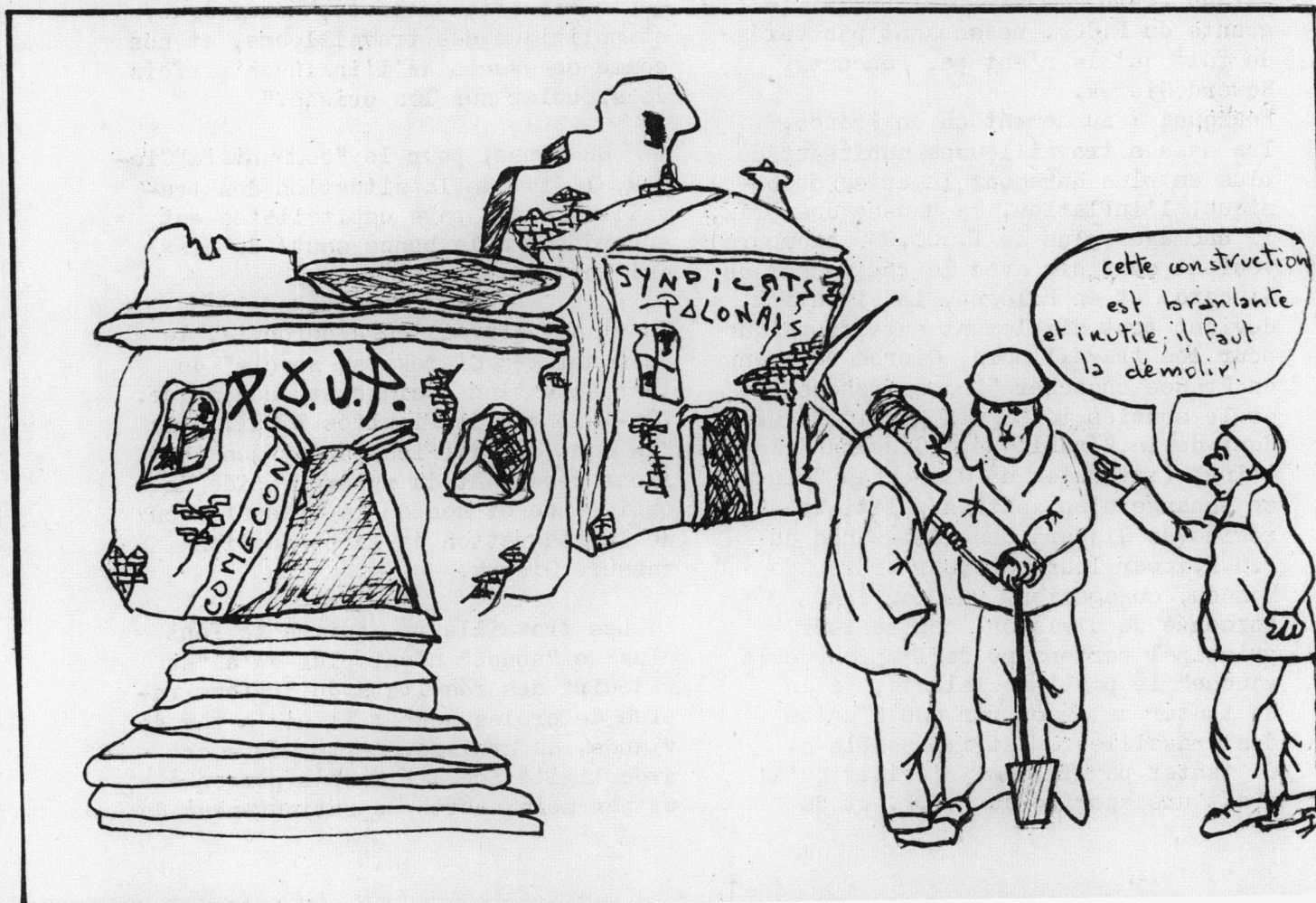
A moins que cela ne soit là que "de petits problèmes de la vie quotidienne" comme le dit si élégamment Gierek qui est pour "le dialogue entre le pouvoir et la population qui permet de parler de tous les problèmes y compris des petits problèmes de la vie quotidienne"

Quant à la bande de parasites qui roulent en Mercédès, qui ont des magasins spéciaux et dont Gierek est le porte-parole, eux profitent "du rythme rapide de croissance". Et pourtant ils ne se "réjouissent pas". Giscard, lui, ne "se réjouit pas" car il voit son régime menacé par les travailleurs, qui veulent en finir avec lui. Gierek lui non plus puisqu'il le dit.

Il faut croire que les travailleurs que ce soit en France, ou en Pologne, qui combattent pour améliorer leur situation sociale, économique et politique donnent beaucoup de "soucis" aux "communistes".

Oui, la crise est inhérente au système capitaliste. Oui, les travailleurs des pays capitalistes ont raison de combattre pour renverser ce système de même que les travailleurs polonais ont raison de combattre pour chasser du pouvoir cette caste de bureaucrates stalinien, parasites de la société. Ils ont raison de combattre pour le pouvoir des travailleurs; le pouvoir des conseils ouvriers.

Que cela ne réjouisse ni Giscard, ni Gierek, nous n'en doutons pas un seul instant.



LE PRETENDU "EUROCOMMUNISME" ET LES TRAVAILLEURS

Robert Melville

A l'heure où nous écrivons, les travailleurs français sont, depuis plusieurs semaines, profondément troublés par la division qui règne entre les deux principaux partis au travers desquels s'expriment leurs aspirations : le Parti socialiste et le Parti communiste français.

Cette situation est le résultat d'une campagne acharnée déclenchée par la direction du P.C.F. contre le Parti socialiste.

L'organe des satellites polonais du Kremlin, Trybuna Ludu, dans son numéro des 24 et 25 septembre 1977, à l'instar de ses maîtres, apporte tout son appui au P.C.F. :

"Les communistes ont montré le maximum de bonne volonté... dans les négociations pour la mise au point finale du programme de gouvernement de la Gauche".

Alors, pourquoi cette campagne forcenée de division de la part de la direction du P.C.F. ? Peut-être parce que le P.C.F. veut renverser le capitalisme et que le Parti socialiste ne le veut pas ?

Non, pas du tout. Comme l'écrit Trybuna Ludu :

"Le compromis entre les communistes d'une part, les socialistes divisés en plusieurs fractions et ce mouvement de la bourgeoisie libérale — les radicaux de gauche — devait se réaliser sur la base d'un profond changement économique et social sans que cela dépasse le cadre du système social et politique actuel".

Autrement dit, sans toucher à la propriété privée des grands moyens de production, source des profits capitalistes. C'est d'ailleurs pour cela qu'une alliance a été conclue avec le Mouvement des radicaux de gauche, par-

ti de banquiers et de patrons, et que le P.C.F. veut l'étendre à d'autres partis capitalistes, comme les gaullistes "de gauche".

Alors, pourquoi cette campagne de division ?

En mars 1978 ont lieu en France des élections à l'Assemblée Nationale. Tout le monde s'attend à une défaite du gouvernement réactionnaire de Giscard et de Barre, qui s'efforce de faire supporter aux travailleurs les conséquences de la crise économique. Ce gouvernement a bloqué les salaires, cependant que le nombre de chômeurs ne cesse de croître, surtout parmi les jeunes — il y en a maintenant près d'un million et demi — et que les prix continuent d'augmenter à raison de plus de 10 % par an.

Les ouvriers, les paysans, les étudiants, les intellectuels, toute la population travailleuse veulent en finir avec ce régime qui les plonge dans la misère et le désespoir (le nombre des suicides s'accroît parmi les jeunes chômeurs) pour accroître les profits des banquiers et des trusts. Ils comptaient utiliser pour cela les élections de mars 1978, en envoyant à l'Assemblée Nationale une majorité de députés du P.S. et du P.C.F.

Mais les élections françaises sont à deux tours. Si aucun candidat n'a la majorité absolue au premier tour, il y a un second tour où c'est le candidat qui obtient le plus de voix qui est élu. Dans ces conditions, le devoir élémentaire des candidats socialistes et communistes est de se désister au second tour en faveur de celui d'entre eux qui est en tête des suffrages au premier tour.

Et c'est précisément ce que Marchais, secrétaire général du P.C.F., menace de ne pas faire. Comme l'a déclaré un

député du P.S., la direction du P.C.F. "serait prête à réduire le nombre de leurs députés à vingt s'ils parvenaient à vous en faire perdre quatre vingt" — cela, pour sauver la droite, la majorité réactionnaire !

Au même moment, le gouvernement de la bureaucratie du Kremlin vient de recevoir avec une solennité exceptionnelle le chef du gouvernement réactionnaire français, Raymond Barre. Ils ont reçu Barre "comme un interlocuteur sérieux et durable", écrit le quotidien français le Monde.

"Un important officiel soviétique, auquel il revient souvent de préciser les positions de son pays", écrit ce journal, nous a déclaré :

"Pour gagner les élections, communistes et socialistes (français) ont fait des promesses et des promesses. Mais, s'ils remportent la partie, qui les tiendra ? Les gens perdront leurs illusions, et la gauche ses électeurs. On ne peut faire de tels changements en douceur".

Autrement dit, pour le Kremlin, il vaut beaucoup mieux que le P.C.F. et le P.S. perdent les élections. Il faut que Giscard et Barre restent en place. Une victoire des partis ouvriers aux élections pourrait bien ouvrir la voie à des changements qui ne se passeraient pas "en douceur" : à la mobilisation des masses travailleuses contre le régime bonapartiste de la Vè république, qui ne se survit que grâce à la division des travailleurs entretenue par les dirigeants du P.C.F., à la révolution socialiste, à l'instauration du pouvoir démocratique de la classe ouvrière. Il n'y a rien que redoutent davantage le Kremlin et ses satellites. C'est pourquoi les bureaucrates ont conclu avec l'impérialisme américain et toute la bourgeoisie une nouvelle Sainte-Alliance contre les travailleurs et les peuples opprimés.

Et c'est cette politique voulue par le Kremlin qu'exécute avec docilité la direction du P.C.F. en faisant tout pour diviser les travailleurs français.

C'est cette politique qu'exécutent Berlinguer et le P.C. italien en soutenant le gouvernement capitaliste d'Andreotti, qui fait tirer sa police sur les étudiants, et en prêchant aux ouvriers italiens l'"austérité révolutionnaire" : autrement dit, Berlinguer veut que les ouvriers italiens se serrent la ceinture pour sauver les profits des capitalistes italiens menacés par la crise.

C'est cette même politique qu'exécutent Carillo et le P.C. espagnol, Carillo qui se vante d'avoir été l'inspirateur de la politique d'union sacrée réalisée autour du gouvernement monarchiste de Suarez — gouvernement qui s'appuie sur la police intacte de l'Etat fasciste de Franco, qui refuse aux nationalités opprimées de Catalogne, et du pays basque leur droit à la liberté, qui refuse aux travailleurs leur droit à des conditions de vie décentes. Les travailleurs qui manifestent en masse pour leurs droits, pour la République — 2 millions à Barcelone en octobre, 800.000 à Madrid le 6 octobre !

Mais alors, où est la fameuse indépendance vis à vis des bureaucrates du Kremlin des "eurocommunistes" du P.C.F., du P.C.I., du P.C.E. ? Le mythe de l'eurocommunisme est en train de se dissiper. Pourtant en Europe de l'Ouest, en plein accord avec le Kremlin, les dirigeants des partis qui se nomment "communistes" et demeurent staliniens sont à l'avant-garde de la défense des régimes capitalistes les plus réactionnaires. Voilà la vérité !

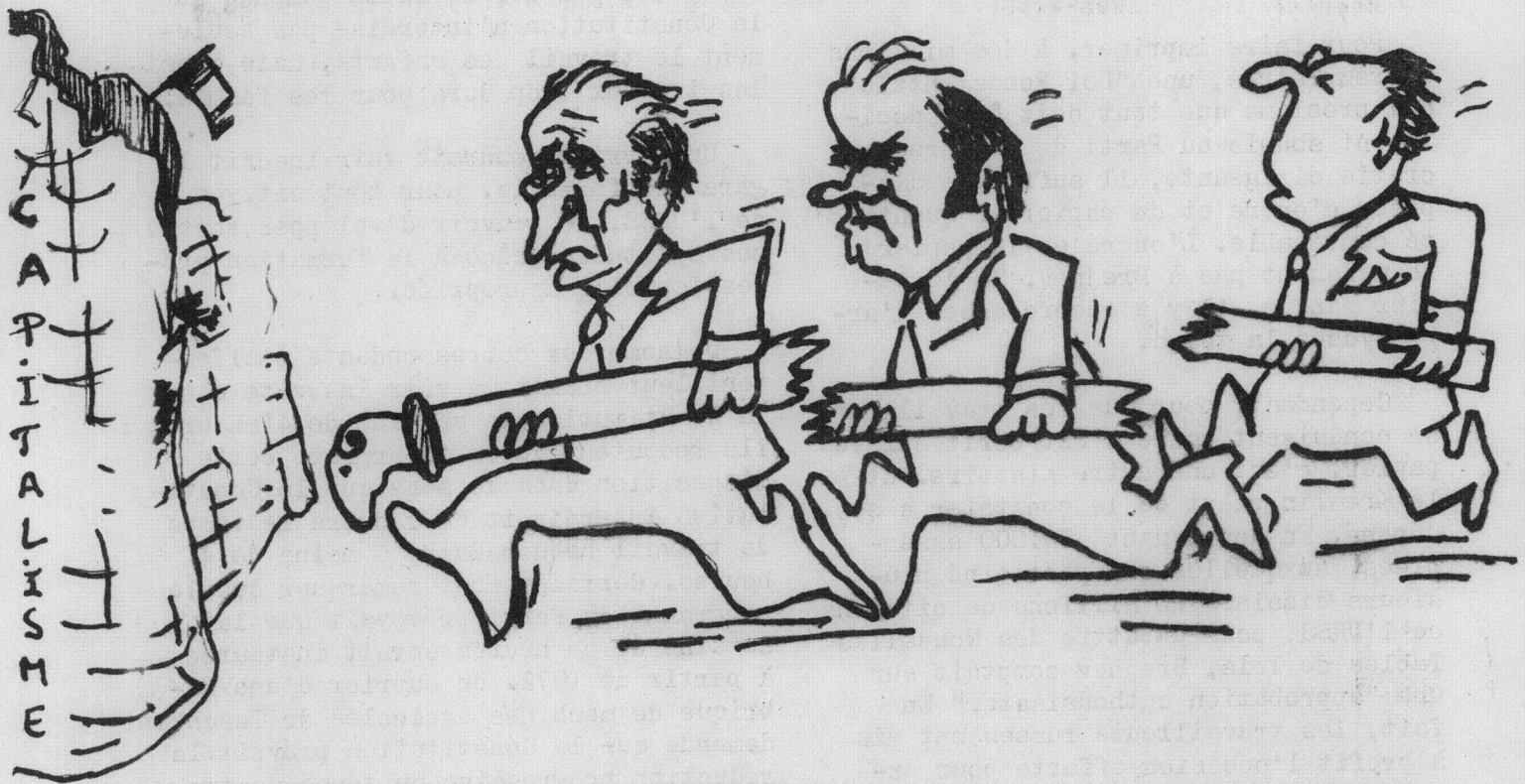
Mais les travailleurs sont de plus en plus résolus à ne pas les laisser faire. En France notamment, la campagne de division acharnée menée par la direction du P.C.F. suscite des manifestations de mécontentement dans ses propres rangs. Des milliers et des milliers de travailleurs veulent en finir avec la majorité réactionnaire. Ils exigent que l'unité du P.S. et du P.C.F. se réalise immédiatement pour une majorité P.S. - P.C.F. aux élections législatives de mars 1978. A l'appel notamment, de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de

la IV^e internationale) des milliers de télégrammes, de résolutions sont adressés aux dirigeants du P.S. et du P.C.F. ; des centaines de Comités unitaires de base se constituent, où participent des travailleurs socialistes, communistes, trotskystes, inorganisés.

Au même moment, on apprend que 30.000 mineurs de la région de Petrosani, dans les Carpates, à l'Ouest de la Roumanie, se sont mis en grève les 2 et 3 août derniers ; qu'un millier de jeunes a manifesté sur l'Alexanderplatz, à Berlin-Est, dans

la nuit du 7 au 8 octobre, affrontant la police aux cris de : "Vive Biermann ! (Biermann est le poète communiste opposant expulsé par le régime stalinien de Honecker) Les Russes dehors ! Liberté !" ; que des grèves perlées viennent de se produire en URSS même !

A l'internationale des capitalistes et des bureaucrates, il est temps d'opposer l'internationale des travailleurs.



HUMOUR

Marchais attend chez lui la visite de Leonid Brejnev. Mais il est très ennuyé car il a un perroquet qui répète sans cesse : Brejnev est un con !

Brejnev arrive enfin et Marchais lui demande ce qu'il veut boire.

-Un simple verre d'eau, bien fraîche répond celui-ci.

Marchais est bien embarrassé car

il a caché son perroquet dans le frigidaire, or Brejnev le suit dans la cuisine pour voir comment vit un ouvrier français. Quand Marchais ouvre la porte du frigidaire le perroquet s'écrie : -Salut, camarade premier secrétaire, Maréchal et Président !

Alors Brejnev se tourne vers Marchais et lui dit : -Tu vois un petit coup de Sibérie et tout s'arrange !

URSS : DEBAT SUR LA NOUVELLE CONSTITUTION

Robert Melville

Les maîtres du Kremlin ont voulu, dans leur nouvelle Constitution, consacrer leur pouvoir absolu. Les articles de cette nouvelle Constitution affirment la primauté du Parti sur l'Etat, sur les citoyens, et sur la société entière dans des termes sans précédent.

Pour faire imprimer, à des millions d'exemplaires, une "Loi Fondamentale" qui proclame que tout doit être docilement soumis au Parti de la bureaucratie dirigeante, il suffit de disposer d'encre et de papier en quantité convenable. L'encre et le papier ne manquent pas à Brejnev. Si le papier manque, il y a encore assez d'arbres dans la taïga.

Cependant, pour que les travailleurs se conduisent comme c'est écrit sur le papier, c'est une autre histoire. Et le Kremlin vient de le constater à ses dépens. En convoquant 550.000 assemblées, auxquelles ont participé plusieurs dizaines de millions de citoyens de l'URSS, pour débattre des Nouvelles Tables de lois, Brejnev comptait sur une "approbation enthousiaste." En fait, les travailleurs russes ont mis à profit l'occasion offerte pour exprimer leurs aspirations leur méfiance et leur hostilité à l'égard de la bureaucratie régnante, et ils l'ont fait en si grand nombre, et avec tant de force, que la presse officielle n'a pu s'empêcher d'en laisser percer un écho, certainement très affaibli, mais d'autant plus significatif.

C'est ainsi qu'un avocat, de Tche-liobinsk demande qu'on inscrive dans la Constitution que "tout accusé a droit à être assisté d'un avocat de son choix, non seulement devant le tribunal, mais pendant toute la durée de l'enquête" — donc pendant tout interrogatoire par le K.G.B. !

Et le département juridique de l'

Académie des sciences de Moscou demande qu'on inscrive aussi dans la "Loi Fondamentale de l'URSS" : "Tout accusé doit être considéré comme innocent tant qu'un tribunal ne l'a pas déclaré coupable".

Un lecteur des *Izvestia* demande que la Constitution n'interdise pas seulement le travail des enfants, mais aussi les travaux trop durs pour les femmes.

Un ouvrier voudrait voir inscrit la garantie formelle, pour tout citoyen de l'URSS, de pouvoir développer toutes ses aptitudes grâce à la formation professionnelle appropriée.

De nombreux correspondants manifestent leur crainte à voir inscrite dans la Constitution la semaine de 41 heures : ils redoutent qu'on interprète cette disposition dans le sens que la Constitution interdirait de réduire le temps de travail hebdomadaire à moins de 41 heures. Certains font remarquer que le programme du Parti prévoyait que la semaine de 35 heures serait instaurée à partir de 1972. Un ouvrier d'une fabrique de machines agricoles de Tachkent demande que la Constitution prévoit la réduction progressive du temps de travail "au fur et à mesure que se développe la mécanisation et l'automatisation de la production et qu'augmente la productivité du travail".

De nombreuses voix s'élèvent pour affirmer le droit de tout citoyen de l'URSS à un passeport, et sans discrimination de nationalité. Un ingénieur de Kaliningrad propose cet amendement : "Tout citoyen de l'URSS âgé de 26 ans révolus reçoit son passeport de citoyen de l'URSS".

Et l'instituteur Kurdawassow de Semipalatinsk, dépose cet autre amendement : "Tout citoyen d'une république de l'Union jouit sur le territoire de toutes les autres républiques de l'Union des mêmes

droits et des mêmes devoirs que les citoyens de ces républiques". Si l'on se souvient de l'oppression qu'exerce la bureaucratie grande russe sur les nationalités non russes, Ukrainiens, Géorgiens, Lituaniens, Esthoniens, ... ou ces Tatares de Crimée déportés par Staline et à qui ses successeurs refusent encore le droit de rentrer dans leur patrie — on peut mesurer quelle avalanche de lettres ont dû recevoir la Pravda et les Ivestia, pour qu'ils se soient sentis contraints de publier au moins celle de Kurdawassowa !

Le nouvel article 49 : "Il est interdit de poursuivre les personnes qui formulent des critiques" émeut tout particulièrement les citoyens soviétiques. Un sous-lieutenant de la garnison russe en Pologne demande qu'on ajoute : "Ceux qui brimeront les personnes formulant des critiques seront traduits en justice". Un autre lecteur des Ivestia demande qu'on stipule que "Tout fonctionnaire responsable qui aura toléré que l'on persécute des personnes formulant des critiques sera puni par la loi".

D'autres projets d'amendement s'en prennent à la gestion de l'économie planifiée par des bureaucrates incontrôlés. Le secrétaire d'un kolkhoze demande que la Constitution affirme que "les organes de la commission du plan sont responsables de l'exécution des plans élaborés par eux".

Un chauffeur de Léninegrad, qui, visiblement, conduit la voiture d'une haute personnalité, demande que le gaspillage des ressources publiques soit puni, "qu'il soit le fait d'un simple ouvrier ou des plus hauts responsables". Un menuisier demande que l'on stipule que "les institutions de l'Etat, les organisations sociales et les personnes occupant une fonction officielle sont astreintes dans leur travail, à observer strictement et exactement les dispositions de la Constitution de l'URSS". Il a certainement de bonnes raisons de penser que cela ne va pas de soi.

Un tailleur de diamants de Sibérie du Nord demande que la Constitution prévoit expressément le délit de "vio-

lation de la Constitution", car, dit-il, il arrive que des supérieurs réduisent illégalement le salaire des travailleurs.

De nombreux correspondants demandent que les députés reçoivent un mandat impératif de leurs électeurs. Le président du kolkhoze Schneider de l'Altaï demande que les députés soient astreints par la Constitution à respecter "le mandat de leurs électeurs".

D'autres demandent que les députés soient obligés de rendre compte régulièrement de leur activité, dans la presse locale et à des réunions d'électeurs dûment convoquées.

Le Kremlin ne s'attendait évidemment pas à ce que la "discussion" prenne une telle tournure. Les membres de la Commission de la Constitution, qui prenaient leurs vacances bien gagnées sur la "Riviera soviétique" furent rappelés d'urgence pour une réunion de cet organisme fin juillet. La commission déplore certains défauts de la discussion : les directeurs de journaux n'auraient pas dû publier des lettres relatives à toutes sortes de problèmes matériels qui n'avaient rien à voir avec la discussion du projet de nouvelle Constitution.

La "Pravda" constata l'insuffisance du travail accompli dans la "préparation" des réunions publiques. Il est clair que, dans ces réunions, les travailleurs soviétiques ont été encore beaucoup plus loin dans la manifestation de leur méfiance et de leur hostilité à l'égard de la bureaucratie que dans des lettres dont, évidemment, les plus critiques n'ont pas été publiées.

Cependant, des lettres publiées par les Ivestia vont jusqu'à réclamer que la voix des ouvriers soit davantage entendue dans la gestion des entreprises. Elles vont même jusqu'à réclamer que les chefs d'atelier soient élus par les ouvriers de l'atelier ! L'économiste Kulagin, secrétaire de la section du Parti

des usines Kirow de Léninegrad — c'est le nouveau nom des fameuses usines Poutilov, dont les travailleurs jouèrent un rôle d'avant-garde lors de la révolution d'octobre, il y a 60 ans — demande que l'article 60 de la Constitution soit reformulé de la manière suivante :

"Les collectifs de travail, à commencer par les brigades de production, participent directement, en tant qu'organisations sociales, à la gestion des usines et des associations d'entreprises".

De nombreuses lettres, entre autres celle d'un ouvrier retraité de la région de Novgorog, demandent "l'extension des droits des conseils permanents de production", sorte de comités d'usine, mais qui ne sont, à l'heure actuelle, qu'une mascarade bureaucratique.

A la suite de la réunion extraordinaire de la Commission de la Constitution, la presse de l'URSS a cessé de publier autre chose que des lettres soutenant la position officielle.

La vague de revendications qui a déferlé en juin et juillet, dont les lettres publiées ne donnent évidemment qu'une image extrêmement atténuée, n'en est que plus significative.

Pour les travailleurs polonais, c'est là de quoi se réjouir. Ils pensent en être sûrs : les ouvriers et les paysans de l'URSS ne haïssent pas moins les parasites bureaucratiques du Kremlin qu'ils ne le font eux-mêmes. Et qu'ils montrent cette haine dès que l'occasion leur en est offerte. Il y aura d'autres occasions...



La nouvelle constitution de l'URSS est ratifiée. Leonid Brejnev a croisé "ses mains calleuses" de travailleur, et se demande si ses trois fonctions, de premier secrétaire du CC du PCUS, de Maréchal de l'URSS, et de Président du Soviet Suprême de l'URSS sont contraires aux principes "socialistes" de gouvernement.

SOLIDARITE

Monter

Dans le langage officiel, on appelle fièrement nos voisins de l'Est, les hommes soviétiques. Ce sont nos amis, nos défenseurs et ils nous sont donnés en exemple. La simple réaction des gens moyens envers - comme on dit "les russes" est un mélange de crainte et de mépris. Si on regarde cette affaire de plus près on constate que cette position n'est pas très intelligente et même nocive. Malgré les nombreuses injustices et violences qu'a subies la Pologne depuis des siècles et qu'elle continue à subir de la part de l'impérialisme russe, il ne faut pas oublier que la faute n'en incombe pas aux simples citoyens russes qui sont également des victimes de ce système.

Il ne faut pas non plus oublier que l'Union Soviétique est une grande prison des peuples qui n'ont jamais accepté les contraintes de l'impérialisme russe.

En ce moment l'Union Soviétique semble être une puissance inébranlable, mais si on regarde l'avenir, je pense qu'il n'est pas difficile d'imaginer qu'à la suite des contradictions du système en place et de la possibilité d'un conflit avec la Chine, l'Union Soviétique va être ébranlée.

Un des facteurs principaux qui va briser l'unité de l'URSS sera le conflit des peuples de l'Union avec le "grand frère".

Souvenons-nous comment en 1940 les peuples de l'Union ont accueilli (très naïvement d'ailleurs) l'armée allemande, en libérateur. Nous devons être prêts quand la crise éclatera. Maintenant déjà nous nous rendons compte que les peuples opprimés (Les Ukrainiens, les Lithuaniens, les Biélorusses) seront nos alliés objectifs.

D'abord je voudrais dire quelques mots à propos du peuple Ukrainien et

des affaires entre les Polonais et les Ukrainiens. La jeune génération sait très peu de choses sur l'Ukraine, les plus âgés ont souvent des souvenirs assez douloureux qui ne facilitent pas une vision claire des problèmes.

L'histoire du peuple Ukrainien depuis sa naissance est particulièrement tragique, et surtout depuis l'époque du maréchal Chmielnicki où l'Ukraine fut partagée entre la Pologne et la Russie tsariste, et ensuite annexée complètement par la Russie.

Les Ukrainiens, à part une courte période après la Révolution d'Octobre n'ont jamais eu la possibilité d'avoir leur propre Etat.

C'est pour cela que leur lutte pour la sauvegarde de leur langue, de leur indépendance et de leurs valeurs culturelles soit d'autant plus digne.

Il semble que les Polonais qui se souviennent de la russification de l'époque des partages de la Pologne peuvent plus facilement comprendre que les autres peuples ces problèmes.

Il est vrai, que l'histoire commune des deux puissances a des pages douloureuses et difficiles. Et entre les deux guerres les Polonais ont commis beaucoup d'erreurs à cause de la non compréhension des particularités des Ukrainiens. Mais aussi, les nationalistes Ukrainiens ont toujours cherché à attiser les conflits. Malgré de nombreuses injustices et beaucoup de sang versé, on n'a pas pu trouver une position claire.

Aujourd'hui, alors que cela fait 30 ans que ces conflits ont cessé d'être des problèmes cuisants, il est temps de les regarder avec lucidité.

En Pologne, on sait très peu de choses de la persécution systématique

de la langue, de la culture Ukrainienne, ni du mouvement d'opposition dont les membres remplissent les "Goulags".

Je parlerais ici des hommes qui sont devenus aujourd'hui des symboles de l'opposition mais il y en a des centaines d'autres qui ont été ces dernières années condamnés légalement par des tribunaux. Walentym Moroz, historien de 40 ans, de Kiew, condamné à 5 ans en 1966, pour avoir protesté contre la russification. Dans le camp, il continu de militer, après sa sortie il écrit contre le régime. En 1970 il est condamné à 9 ans et 5 ans d'exil.

Léonid Pliouchtch, mathématicien jugé comme un dangereux ennemi, est enfermé dans un hôpital psychiatrique spécial, et "soigné" très durement. Grâce à la solidarité de l'opinion publique de l'Occident il est libéré et expulsé de l'URSS.

Il n'y a pas seulement des militants Ukrainiens en URSS. Cet Etat indépendant annexé avant la guerre de force dans l'Union Soviétique mène une lutte sans répit contre les atteintes à sa culture, sa langue et son indépendance.

Il y a 5 ans, la repression contre l'église a provoqué les émeutes à Wilno et à Kowno. On connaît le cas d'immolation par le feu. Des centaines de gens se sont trouvés derrière les barbelés des camps de concentration, à côté des Lethoniens, des Estoniens, des Bielorusses, des Géorgiens et des Arméniens.

Les dissidents soviétiques luttant pour les droits de l'homme ont acquis une gloire et beaucoup de considération.

L'énorme masse de la société russe soumise pendant des dizaines d'années à une action systématique de mensonges de la part du Gouvernement, et obligée par la terreur à une soumission sans bornes, a fourni des hommes qui dans cette situation sans espoir ont eu le courage de se battre contre le système soviétique au nom des idées fondamentales des Droits de l'Homme. Je ne peux pas les citer tous, je rapellerai quelques noms des opposants

connus dans le monde entier.

André Sacharow, professeur de physique, appelé le père de la bombe atomique, président de la Commission ayant pour but la surveillance de la réalisation des résolutions de l'Acte Final d'Helsinki concernant les Droits de l'Homme en URSS. Par son attitude, il a conquis un soutien moral général, et grâce à cela, il reste en liberté, bien que des dizaines de ses compatriotes se soient retrouvés emprisonnés.

Soljenitsyn est un personnage connu dans le monde entier, expulsé de l'URSS. On peut ne pas être d'accord avec la philosophie qu'il représente mais il faut reconnaître que son livre "l'Archipel des Goulags" qui décrit le monde cauchemardesque des camps de concentration soviétiques. Dans ces camps, le régime soviétique avait supprimé 20 millions de vies humaines. Ce livre a définitivement rompu le silence imposé par les amis de l'Occident.

Parmi des dizaines d'autres : Boukowski, Grygorenko, Amalrik, Galanskow, Gorbaniewskaja. Le système avait voulu les briser en utilisant les prisons et les hôpitaux psychiatriques, mais ils n'abandonnaient pas leurs luttes même dans les bagnes, et, ils la reprenaient une fois en liberté. Et de nouveau, ils se retrouvaient derrière les barbelés.

Au moment du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, un groupe de gens est sorti sur la Place Rouge et parmi eux Maria Gobaniewskaja avec son fils dans un landeau en tenant une banderole : "Nous protestons, nous sommes solidaires avec les Tchèques". Cela est peut-être très noble mais naïf, dira un réaliste. Il se trompera car le courage sans bornes de ces gens avait démontré à tout le monde que même en URSS, la lutte pour la liberté et la dignité humaine est possible.

Cette initiative avait été accueillie par des honnêtes gens du monde entier avec beaucoup d'estime et soutenue avec chaleur. L'URSS qui est sortie de la période de l'aveugle terreur stalinienne garde une certaine apparence de l'égalité et malgré un énorme appareil de repression, a fini par avoir une opposi-

tion. Cette opposition pas encore organisée et encore très faible est un nouveau phénomène dans l'histoire de l'Union. Ce phénomène est une promesse très claire de futurs changements.

Nous, Polonais, Tchèques, Hongrois, nous avons en commun avec l'opposition russe, ukrainienne, lithuanienne et celle des autres nationalités de l'

URSS, la lutte pour la liberté.

Même si nous sommes encore très loin de notre but, il ne faut pas le perdre de vue.

La solidarité internationale dans la lutte est la voie unique pour obtenir l'indépendance nationale et sociale.

lettre d'emprisonnés politiques du camp n°36 de PERM

Le monde occidental est placé devant un choix qu'il ne peut plus éviter et qui va définir pour longtemps le climat non seulement politique mais aussi moral en Europe et dans le monde.

Bien que ce choix soit étroitement lié aux problèmes des emprisonnés politiques et aux droits de l'homme fondamentaux ainsi qu'au sort d'un certain nombre d'otages détenus dans les camps de "la grande zone" du mal, de la contrainte et du mensonge; il ne s'agit pourtant pas fondamentalement de cela.

En réalité le problème est avant tout le suivant: À quel point estime-t'on la liberté et le droit chez ceux qui avec la plus grande conviction ont l'habitude d'en jouir.

Aux yeux du monde entier les dirigeants irresponsables du bloc communiste dédaignent cyniquement les conventions internationales, violent dans la brume de tribunaux à huis-clos leur propre loi, voilent leurs crimes de leurs mensonges creux sur le dévouement au pays, et une soi-disant forme supérieure de démocratie.

Est-ce que l'occident dans son aspiration à une période de sécurité très aléatoire, de facilités passagères en politique et en économie, acceptera à nouveau de fermer les yeux sur la violence, à nouveau jouer le jeu de l'inconscience et de la crédulité, arrondir les angles par de belles phrases sur la fidélité de chacune des parties à ses propres conceptions sociales?

Est-ce que l'occident considèrera que la puissance militaire et la persévérance hostile des états totalitaires est une base suffisante pour permettre à nouveau aux criminels de juger de plus faibles qu'eux?

Nous appellerons les choses par leur nom: Allez vous considérer que votre condescendance vous force à juger les crimes avec indulgence.

En effet le mensonge ne peut exister sans ceux qui croient en lui ou pour le moins font semblant. Ainsi votre accord passif est tout aussi nécessaire à ces meurtriers que vos dollars, votre indifférence compte tout autant que vos machines.

Ou au contraire est-ce que l'occident aura assez de sagesse pour s'en tenir au principe selon lequel il n'y a pas de but plus actuel et plus important que de limiter la contrainte et les mensonges qui la voilent.

-L'occident aura-t'il la sagesse de se défendre, car c'est la seule façon de garantir durablement l'existence de ce monde étroit et bouleversé.

-aura-t'il la sagesse de donner à tout le monde les mêmes droits et faire que tous aient les mêmes règles morales?

-La sagesse de mettre les valeurs spirituelles au-dessus de nos besoins matériels actuels?

-La sagesse de les défendre aujourd'hui sans attendre.

-La sagesse de ne pas attacher de poids à des conflits d'intérêts momentanés et étroits et celle de s'unir au nom d'un but élevé.

Aura-t'il assez de courage pour déclarer que le sang et les larmes versés ne sont pas une affaire intérieure, pour ne pas reculer devant les problèmes dont la solution est complexe, pour essayer d'endiguer la loi de la jungle là où le mensonge et l'utilisation de la contrainte sont monnaie courante?

Aura-t'il assez de foi désintéressée en ses devoirs moraux?

VOILA EN QUOI CONSISTE CE CHOIX!

On essaie de vous convaincre que le despotisme peut être pacifique, que les dirigeants qui dans leur propre pays ont fait du mensonge et de la diffamation la profession de centaines de milliers de gens ont le désir de s'acquitter honnêtement de leurs devoirs à l'étranger.

Ils vous disent: "Soyez réalistes ne perdez pas de vue notre force. Ne mêlez pas la morale à la politique, laissez-la aux amateurs de sermons du dimanche.

Le réalisme serait de faire remarquer ce que nous cachons, d'en parler à haute voix? Allons donc, ainsi, vous ne faites que gêner la détente."

Que dire. Moralement, il n'y a qu'un seul choix de possible. Alors que du point de vue de la politique traditionnelle, cela est plus compliqué.

Mais si dans le jeu de la politique, la valeur d'échange redevient la liberté, la liberté d'autrui dont vos prédécesseurs ont aidé à priver tant d'individus, rappelez-vous que la mauvaise habitude de marchander la liberté des autres menace inévitablement la sienne propre.



LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME DANS LES REPUBLIQUES DE L'URSS

Dans l'article suivant nous voulons présenter le mouvement de défense des droits de l'homme dans les quatorze républiques de l'Union Soviétique (sans la République de Russie) jusque dans les premiers mois de 1977. La différence essentielle entre la République de Russie et les autres républiques de l'union est que dans ces dernières la lutte contre les discriminations nationales et la russification joue un rôle très important en plus des particularités locales propres à chacune.

La constitution de l'Union Soviétique ainsi qu'une partie des lois en général d'ailleurs, garantit toujours aux citoyens soviétiques de larges droits démocratiques. Parmi les nombreux paragraphes concernant les droits démocratiques et interdisant toute discrimination nationale ou raciale garantissant une certaine liberté de foi, nous ne citerons que des passages de l'article 125 : "Conformément aux intérêts des masses travailleuses et dans le but de renforcer l'ordre socialiste, la loi garantit aux citoyens de l'URSS : la liberté de parole, la liberté de travail, la liberté de réunion, de manifestation, la liberté de défilés et manifestations." Ainsi, la contradiction existant entre les droits civiques garantis par la constitution et la situation réelle, constitue le problème fondamental n°1 pour la société soviétique. Appeler à la lutte pour la défense des droits de l'homme en URSS est un mot d'ordre des plus révolutionnaire. La force de ceux qui se battent au nom de ces droits provient du fait qu'ils s'appuient sur des droits que leur garantit leur constitution, alors que le régime s'agrippe convulsivement à ses méthodes traditionnelles de gouvernement, mais qui sont pourtant en contradiction avec la constitution. Pour le mouvement de défense des Droits de l'Homme dans les différentes républiques de l'URSS c'est l'article 17 de la constitution rédigé comme suit qui, à cause des problèmes nationaux,

est le plus important : "Chaque République a le droit de se retirer librement de l'URSS."

UKHRAINE

Le 9 novembre 1976 a été créé à Kiev "Le Groupe Social Ukhraïzien" pour soutenir la réalisation de l'acte final des accords d'Helsinki. Dans ce but, ce groupe a édicté une déclaration dans laquelle il se fixait les 4 tâches suivantes :

- 1) Faire en sorte qu'une large fraction de l'opinion publique ukhraïzienne connaisse la Déclaration des Droits de l'Homme. Exiger que ce document constitue la base des relations entre l'Etat et les individus.
- 2) Soutenir activement la mise en pratique des articles humanitaires de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki sur la paix et la Sécurité en Europe.
- 3) Exiger que l'Ukraine en tant qu'Etat européen souverain, et membre de l'ONU soit représentée par sa propre délégation à toutes les conférences internationales où seront évoqués les résultats des accords d'Helsinki.
- 4) Afin de soutenir le libre échange des idées et des informations exigés des représentants accrédités de la presse étrangère en Ukraine et la création d'agences de presse indépendantes.

Le dirigeant du groupe est Mykola Rudenko, habitant à Kiev, Konca - Zaspá I, m.8- Oleś Berndnyk 159 bul. Lichaczowa 8-b, m.16 - Iwan Kandyba - ul. Szewczenki 176 - Pustomy environs de Lwów. Lewko Lukjanenko - ul. Rokossowskiego 4I-b, m. 4I à Czernychów. Oksana Meszko - ul. Werbolozna 16 b. Kiev. Mykola Matuszewycz - ul. Lenina 43 m.2Ur Kiev. Myroslaw Marynowycz - Kalinowce - région de Wasylwik, environs de Kiev. Nina Stokrata - adresse inconnue. Oleksij Tychyj - Village de Lzewka, région de Konstantynowski - district de Doniecki. Le représentant du groupe Ukhraïzien à Moscou est le célèbre Général en retraite Petro Hryhorenko (GRIGO-

RENKO).

Cependant le nombre de prisonniers dans les camps de rééducation par le travail n'a pas diminué après Helsinki. Et le groupe a décidé de rassembler des informations à ce sujet. Les compte-rendus témoignant de l'envoi d'individus sains d'esprit dans des cliniques psychiatriques spéciales, à cause de leurs convictions politiques, sont bouleversants. Ainsi, Wasyl Ruban, habitant Kiev, a été contre sa volonté envoyé dans une telle clinique à Dniepropétrowsk parce qu'on avait trouvé sur lui un manuscrit intitulé : "L'Ukraine communiste et indépendante."

Borys Kowhar a subi le même sort pour avoir refusé de travailler pour le K.G.B. Le jeune poète Josyf Terelja qui pour ses convictions religieuses et nationales a passé 14 ans en prison, camps et cliniques psychiatriques spéciales, a été libéré en 1976 puis tout de suite après, placé dans un établissement pour malades mentaux.

LITHUANIE

En novembre 1976, les journalistes occidentaux ont appris à une conférence de presse à Moscou, la création du Groupe Social Lithuanien pour la réalisation de l'Acte Final d'Helsinki. Le document de fondation de ce groupe a été rédigé par les personnes suivantes : Tomas Venclowa - Pozelos 38-40 Wilno. Karolis Garuckas - Région de Ignalinski - Ceikiniai. Ona Lukauskaite - Poszkiene - Szawle (Szauliai) Kleinerio 32-37 - Victoras Piatkus - Garialiu 16-4 - Wilno. Bitan Finkelsztejn - Lepos 21,10,10 Wilno.

Le groupe Lithuanien a publié déjà de nombreux documents. Le document n°1 fait état de la situation de deux évêques catholiques lithuaniens à qui les dirigeants soviétiques ont rendu impossible l'exercice de leurs charges. Le document n° 2 attire l'attention de l'opinion publique occidentale sur l'arrêt du présidium du Soviet Suprême de la République de Lituanie "à propos des congrégations religieuses." En effet, cet arrêté est une preuve de la contrainte imposée à la vie religieuse normale. Dans la déclaration suivante est évoquée la question des nombreuses arrestations

survenues à Wilno à la suite de la diffusion de journaux religieux prétendument diffamatoires.

GEORGIE

Le 17 janvier 1977 les journalistes étrangers ont été informés de la fondation du Groupe Social Géorgien pour la réalisation de l'Acte Final d'Helsinki. Le groupe se compose des membres suivants : Dr. Zwiad Gamsachurdia, arrêté le 7 avril 1977 ; Kerab Kostava arrêté le 7 avril 1977 ; Iraklij Kenczozswili, Wiktor Rochiladze, arrêtés le 7 avril 1977 et relâchés le même jour O. Cikolia, Bego Beszwaszwili.

ARMÉNIE

Le 4 avril 1977 Petro Hryhorenko (Grigorenko) a informé à Moscou de la fondation du Groupe Social Arménien pour la réalisation de l'Acte Final d'Helsinki. Jusqu'à aujourd'hui, trois de ses membres sont connus : Eduard Arutjunjan, Samuel Ossijan, Robert Chaczikjan.

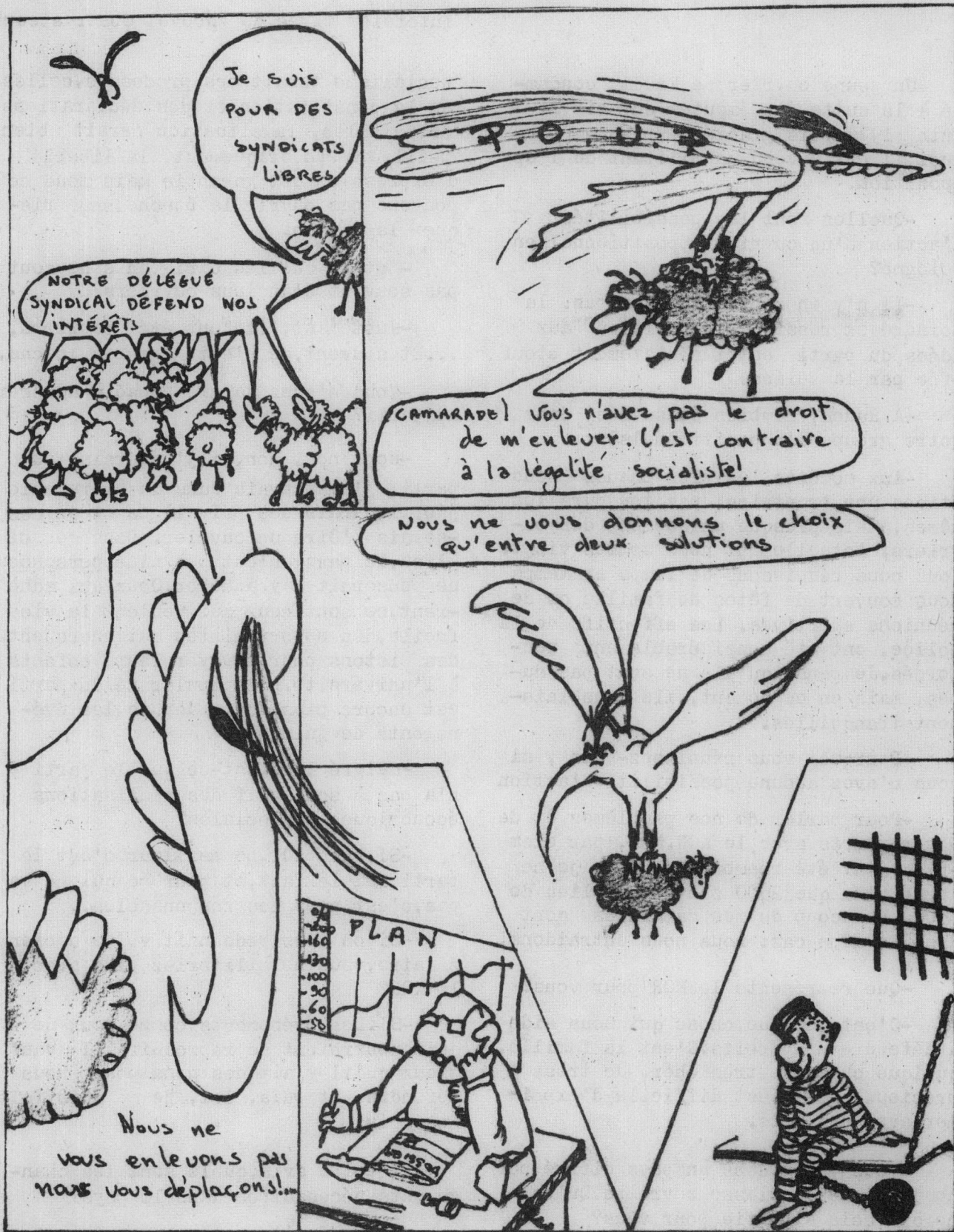
Arrestations de défenseurs des droits de l'homme : depuis février 1977, les arrestations des membres les plus importants des Groupes Sociaux n'ont pas cessé. Déjà en février étaient arrêtés à Moscou : le dirigeant de ce groupe Jurij Orlow et Alexandre Ginzburg, Anatole Szaranckij. En Ukraine, le 5 février ont été arrêtés : Mykola Rudenko, Oleksij Tychyj ; le 23 avril 1977 Mykola Jatuszewycz et Myroslaw Marynowicz. L'écrivain Oles Berdnyk a été arrêté le 2 avril 1977 à Kiev, et le 1^{er} relâché. A Donieck le 7 avril a été arrêté le dirigeant du Groupe Géorgien Zwiad Gamsachurdia.

En général, nous nous bornerons à dire que les organes de la Sécurité ont essayé dans tous ces cas de charger les personnes arrêtées, imaginant pour cela différentes provocations. Cependant malgré la répression, cette dernière de jour en jour, augmente le nombre des citoyens ayant non seulement leur opinion propre sur le système et sa politique, mais également prêts à défendre publiquement leurs opinions et à se battre.

Dans la déclaration du Groupe Ukhrainien se trouve cet appel digne d'intérêt :

DEPUIS LE RENVERSEMENT DU FÉODALISME
L'HOMME EST DEVENU UN SUJET ACTIF DÉFINIS-

SANT TOUTE LA POLITIQUE DE L'ETAT, EN QUELQUE SORTE UN MOTEUR DE TOUTES LES LOIS. CELA ! VEUT DIRE QUE SI DANS UN PAYS IL SE TROUVE NE SERAIT-CE QU'UN INDIVIDU PENSANT AUTREMENT QUE TOUT LE RESTE DE LA SOCIETE, LE DROIT DOIT DEFENDRE LES CONVICTIONS DE CE DERNIER. AUTREMENT JAMAIS DES HOMMES COMME ARISTOTE, COPERNIC, EINSTEIN ET MARX N'AURAIENT PU VOIR LE JOUR PUISQU'EN GENERAL ILS AURAIENT SEJOURNE DANS DES CAMPS DE CONCENTRATION ET DES HOPITAUX PSYCHIATRIQUES SPECIAUX.



B.D.I.C.

Le régime du POUP ne laisse aux milifants ouvriers polonais que le choix entre deux voies; le but est de toutes façons de les couper des ouvriers.

SI LES OUVRIERS POUVAIENT CRIER

Un jeune ouvrier de Radom, condamné à la suite des émeutes du mois de juin 1976 puis gracié, explique pourquoi il est devenu un militant de l'opposition.

-Quelles sont les possibilités d'action d'un ouvrier oppositionnel en Pologne?

-Il n'y en a pratiquement pas. la moindre expression d'opposition aux idées du parti est immédiatement étouffée par la police.

-A Radom, combien êtes-vous dans votre groupe d'oppositionnels?

-Aux moments les plus chauds nous étions une trentaine, pas toujours les mêmes, mais presque uniquement des ouvriers. Actuellement nous sommes vingt. Nous nous réunissons de temps en temps sous couvert de fêtes de famille ou de réunions sportives. Les effectifs de la police, ont été considérablement renforcés. Je pense qu'ils ne sont pas dupes, mais en ce moment, ils nous laissent tranquilles.

-Pourquoi vous réunissez-vous, si vous n'avez aucune possibilité d'action

-Pour parler de nos problèmes et de nos rapports avec le KOR. Moi, par exemple, j'ai été réembauché, mais je ne gagne plus que 2500 zlotys, au lieu de 4500. Beaucoup de mes camarades sont dans le même cas: nous nous entraînons.

-Que représente le KOR pour vous?

-C'est quelque chose qui nous aide à défendre nos droits. C'est la famille, quelque chose de très cher, de très précieux, qu'il est difficile d'exprimer avec des mots.

-Vous vivez dans un pays dirigé par le parti de la classe ouvrière. Qu'est-ce que cela signifie pour vous?

-Ce n'est le parti de la classe ouvrière que sur le papier. Ceux qui sont au pouvoir ne sont pas les représentants des ouvriers, mais des gens qui en tirent un profit personnel. Si le

interview tirée du "Nouvel Observateur"

socialisme tenait ses promesses, celles de la constitution et des déclarations officielles, la situation serait bien meilleure. Théoriquement, la liberté d'expression est garantie mais nous ne pouvons pas ouvrir la bouche sans risquer la prison.

-Est-ce que les dirigeants ne sont pas souvent d'anciens ouvriers?

-Justement, ils "ont été" ouvriers, ...Et souvent, ce n'est même pas le cas.

-Vous n'avez jamais pensé à adhérer au parti?

-Non, non, non, si j'adhérais au parti, j'avancerais dans la hiérarchie j'obtiendrais des privilèges et je cesserais d'être un ouvrier. Dans mon milieu, le parti n'est pas aimé, personne ne penserait à y adhérer. Ceux qui adhèrent, ce sont ceux qui veulent la vie facile, des opportunistes qui cherchent des pistons pour envoyer leurs enfants à l'université. L'impopularité du parti est encore plus forte depuis les événements de juin.

-Malgré tout, est-ce que le parti n'a pas à son actif des réalisations économiques et sociales?

-Si, bien sûr. Le meilleur, c'est le parti qui le fait, et pour ce qui ne va pas, c'est nous les responsables..

-Si on vous redonnait votre ancien salaire, vous ne militeriez plus avec le KOR?

-Si. Des événements comme ceux de juin pourraient se reproduire. Il vaut mieux qu'il y ait des gens pour nous défendre. Et puis, ici, je me suis fait des amis.

-A votre avis, quels sont les changements nécessaires dans le pays?

-Il faudrait que les gens soient payés comme ils le méritent, qu'il y ait plus d'appartements et que nous ne devions plus faire parfois la queue devant les magasins d'alimentation, à Radom, à partir de six heures de l'après-

midi pour le lendemain matin. Il faudrait appliquer la Constitution, que la terreur qui a suivi juin ne puisse plus se reproduire, que nous ayons la possibilité de dialoguer et non plus seulement celle de nous soumettre à la terreur.

-Si la liberté d'expression était totale, que diraient les ouvriers?

-Ils crieraient : "A bas le parti".

-Ils le chasseraient du pouvoir?

-Oui, je pense.

-Pour mettre quoi à la place?

-Un gouvernement représentant vraiment les intérêts des ouvriers et des citoyens.

-Vous n'avez pas peur de faire ce que vous faites?

-(Un silence) Oui et non. Oui parce que la police sait ce que je fais et que j'en connais les conséquences possibles. Non, parce que, si j'étais arrêté, je sais que je ne serais pas seul et que des gens me défendraient.

PROGRAMME

Les grands traits du programme de notre bulletin, nous les donnons pour l'orientation, mais ils seront développés ensuite dans une large mesure.

-1 la liberté du pays

-2 La destruction du monopole du POUP qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est subordonné au PCUS.

-3 L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais.

-4 La dissolution des forces répressives du MSW qui ont pour modèle les formations hitlériennes de SS et staliennes du KGB

-5 Les syndicats, non soumis à aucun parti, ni aux autorités gouvernementales et administratives.

-6 Le droit à la grève (garanti par la Constitution)

-7 La garantie de la liberté personnelle, la liberté de réunions, de rassemblements. (garanti par la Constitution)

-8 La liberté de la presse, de la radio, de la télévision, la suppression de la censure. (cela concerne aussi toutes les publications des écrivains et gens de lettres.)

-9 La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises qui auront la voie décisive dans les affaires sociales et économiques de celles-ci.

-10 Le changement de la procédure d'élections au parlement. Le parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du Comité Central du POUP.

-11 La garantie par la constitution que l'armée polonaise et les formations armées de la milice-M.O. - n'interviennent pas contre les manifestants et les ouvriers en grève.

-12 L'autonomie des universités et des écoles supérieures (garanti par la constitution)

-13 L'annulation des accords avec l'URSS, qui sont néfastes pour la Pologne (entre autres les accords de Yalta, Téhéran et Potsdam).



SZERSZEN

(Le frelon)

ÉDITION FRANÇAISE

RÉDACTEUR EN CHEF :

EDMUND BALUKA

Correspondance :

B.P 240

75564 PARIS CEDEX 12

APPEL : Apportez votre soutien à la publication du FRELON. Souscrivez, diffusez-le.

Prix du numéro : 5 F

Abonnement : 25 F pour 6 numéros.

On peut s'abonner à l'édition française seule, à l'édition polonaise seule, ou aux 2

Abonnement de soutien : 50 F, 100 F, 200 F

Adresser chèque bancaire ou de virement postal à E. BALUKA, BP 240, 75564 PARIS CEDE

BULLETIN D'ABONNEMENT

N O M et prénom :

Adresse (très lisible)

.....

.....

souscris un abonnement à six numéros de

SZERSZEN (édition polonaise) (1)

SZERSZEN (LE FRELON), édition française (1)

Règlement joint par chèque de virement postal (1)

chèque bancaire (1)

à l'ordre de E. BALUKA

BP 240

75564 PARIS CEDEX 12

(1) Barrer la mention inutile.

Imprimerie spéciale d' INFORMATIONS OUVRIERES
87 rue du faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS

Le directeur de la publication : Jean AYME

Prix : 5F